



LES RELATIONS ENTRE LES ETATS-UNIS ET LE MAGHREB

Mémoire de géopolitique

du Chef de Bataillon Didier OZANNE

dans le cadre de l'étude dirigée "Géopolitique du Maghreb"

Directeur de séminaire: Madame Nicole GRIMAUD
Docteur d'Etat en Sciences Politiques

31 mars 2003

Sommaire

Partie I :

Etats-Unis - Maghreb : des relations anciennes

De l'indépendance américaine à la seconde guerre mondiale

La seconde guerre mondiale et les contacts avec les nationalistes

L'après-guerre et les indépendances

Partie II :

Etats-Unis - Maghreb : Des clés pour comprendre

Politique étrangère américaine : évolution et principes

Des relations économiques à la recherche d'un ensemble maghrébin
intégré

Partie III :

Etats-Unis et Algérie : des relations mouvementées à l'ombre des derricks

1962-1978 : l'illustration du découplage politique-économie

1979-1991 : vers la normalisation

1992-1999 : un Etat sous surveillance

2000-.... : vers une alliance

L'Algérie, un Etat pivot ?

Partie IV :

Etats-Unis et Maroc : l'allié traditionnel

Des intérêts géostratégiques et diplomatiques souvent communs

Une coopération militaire modeste mais suivie

Le problème du Sahara Occidental

La coopération économique

Partie V :

Etats-Unis et Tunisie : la protection américaine

L'impulsion affective de Bourguiba

A l'ombre du bouclier américain

Israël et la Tunisie

Le réveil de « l'arabité »

Des relations économiques limitées

Partie VI:

Etats-Unis et Libye : l'ombre de Khadafi

1969-1980 : l'alliance objective et les enjeux pétroliers

1981-1998 : la crise ouverte

1999-2003 : la fin de Khadafi ?

Conclusion :

Etats-Unis et Maghreb : à la croisée des chemins

Introduction

« La grande règle de conduite, pour nous, en matière de relations étrangères, est de développer nos rapports commerciaux tout en ayant le moins de relations politiques. »

Georges Washington –1787- 1^{er} président des Etats-Unis d’Amérique

D’entrée de jeu, l’étude des relations entre les Etats-Unis et le Maghreb contient dans son intitulé une difficulté majeure. En dehors d’une réalité géographique, le Maghreb n’existe pas. Les cinq pays qui le composent ont tous une histoire particulière, une physionomie différente et donc des relations extérieures propres à leurs aspirations nationales. Les Etats-Unis se sont donc retrouvés confrontés à cinq interlocuteurs, souvent concurrents ou adversaires et ont, en conséquence, décliné autant de politiques. Ceci étant posé, la question d’une politique américaine au Maghreb, en dehors des traditionnels impératifs de stabilité, n’est plus opportune. Il existe des politiques américaines, que la personnalité des gouvernants, l’évolution du contexte mondiale et les impératifs économiques modifient tour à tour. Malgré tout, l’engagement américain au Maghreb est aujourd’hui limitée dans ses moyens et son ambition.

Après une approche historique rapide, le présent document examinera donc les relations entre chacun des Etats maghrébins et les Etats-Unis après avoir néanmoins tenté d’extraire quelques invariants de la politique américaine. La Mauritanie ne sera pas traitée pour des raisons techniques d’absence de documentation. De plus, les Etats-Unis ont rattaché ce pays à l’Afrique et non à la zone Moyen-Orient/Afrique du Nord de laquelle dépendent les quatre autres Etats maghrébins.

La double appartenance arabe et musulmane de ces pays, leur situation politique intérieure troublée, la lassitude des peuples sous la férule de chefs d’Etat plus ou moins autoritaires donnent aujourd’hui à leurs relations avec les Etats-Unis un éclairage nouveau. La tourmente irakienne emportera-t-elle dans son sillage ces régimes fatigués ? Pour l’auteur du présent mémoire, tout porte à croire qu’aujourd’hui le Maghreb est à la croisée des chemins. La « Pax Americana » se caractérise par une indifférence politique à l’égard du Maghreb qui fige la situation alors que le bouillonnement des peuples exige des changements d’ampleur.

1 États-Unis – Maghreb : des relations anciennes

Si les premières relations officielles entre le Maghreb et les États-Unis remontent avant 1776, elles n'ont cependant jamais été marquées du sceau de la continuité. Les États-Unis se sont d'ailleurs très vite considérés comme « *junior partner* » dans la région, laissant aux Européens le soin de s'y impliquer réellement. La seconde guerre mondiale fut cependant l'occasion pour les États-Unis de rencontrer les nationalistes maghrébins, résolus à obtenir l'émancipation de leurs pays. Dans la période qui suivit, l'attitude des Américains fut partagée entre le souci de ménager leur allié français et leur souhait de voir « les peuples du Maghreb disposer d'eux-mêmes ».

1.1 De l'indépendance américaine à la seconde guerre mondiale

Dès leur indépendance en 1776, les États-Unis s'efforcèrent de maintenir les relations commerciales établies avec les deux Régences et l'Empire Chérifien sous couvert de traités signés par l'Angleterre. L'objectif avoué était la sécurité de leur flotte marchande, privée dès lors de la protection anglaise contre les corsaires en Méditerranée. Signé en 1786, le traité de Marrakech entre le Maroc et la jeune République est le premier accord entre un état maghrébin et les États-Unis. Il octroie à ces derniers des conditions particulièrement avantageuses¹. Dans les années qui suivirent, d'autres traités d'amitié et de commerce furent conclus avec les États du Maghreb (1795 avec le Dey d'Alger, 1796 avec la Tripolitaine et 1797 avec la Tunisie) en dépit des réticences des puissances européennes.

Au début du 19^e siècle, les États-Unis consolidèrent leur position dans la région, obtenant peu à peu des conditions toujours plus avantageuses pour l'exercice de leur commerce. Jusqu'au début des interventions européennes en Afrique du Nord, ils eurent dans l'ensemble de bonnes relations avec les États maghrébins, particulièrement le Maroc et la Tunisie, respectueux des accords passés. Les choses se compliquèrent avec la Tripolitaine dont le pacha, mécontent du tribut payé par les Américains, leur déclara la guerre en 1801. Cette crise entraîna une intervention militaire américaine, intervention

¹ « Toujours en vigueur aujourd'hui, 200 ans après, le Traité d'amitié maroco-américain est le traité de l'histoire américaine doté de la plus grande longévité. » DAMIS (J), « Les relations des États-Unis avec le Maroc », in *Maghreb-Machrek*, n°111, 1^{er} trim. 1986.

réussie et dont le souvenir est conservé dans les premiers mots de l'hymne des Marines américains². Les relations furent également difficiles avec la Régence d'Alger et leur dégradation conduisit à une intervention américaine en 1815, qui consistât en une démonstration maritime devant Alger.

Au cours du 19^e siècle, les relations entre l'Amérique et les Etats du Maghreb cessèrent de se développer. A cela plusieurs raisons : la détérioration intérieure de ces pays, la colonisation européenne et l'isolationnisme américain. Les Etats-Unis qui ne voulaient prendre aucune responsabilité politique, se contentèrent de jouer un rôle ponctuel de médiateur entre les puissances européennes et les populations locales,³ laissant finalement les Européens s'appropriier des territoires faisant partie de leur orbite. Ils se contentèrent de pérenniser leurs accords commerciaux (traités avec la Tunisie en 1824 et le Maroc en 1836⁴). En 1824, une escadre américaine, ancêtre de la VI^{ème} flotte, fut mise en place en Méditerranée afin de protéger les navires marchands.

Si les Etats-Unis ne s'opposèrent pas à la conquête européenne de l'Afrique du Nord, ils s'investirent activement dans le règlement du sort du Maroc, d'abord à la conférence de Madrid en 1880⁵, mais surtout à la conférence d'Algésiras de 1906. Th. Roosevelt se posa en médiateur dans le différend qui opposait la France et l'Allemagne sur cette question mais son départ de la présidence marqua un retour à l'isolationnisme et à l'indifférence politique des Etats-Unis à l'égard du Maghreb. Jusqu'à la seconde guerre mondiale, Washington va essentiellement s'efforcer de préserver ses droits commerciaux notamment en Tunisie et au Maroc.

Politiquement, les Etats-Unis essaieront après la Première Guerre mondiale de s'y réintroduire en élaborant « la doctrine Wilson » du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Cette doctrine reçut un accueil très favorable dans les populations locales mais les Américains se replièrent dès 1920 sur leurs problèmes nationaux. Cependant, ces idées firent leur chemin dans les consciences maghrébines.

² « Des palais de Montezuma aux sables de Tripoli,
Nous nous battons pour notre pays, dans les airs, sur terre, sur mer, »
Extrait de *L'hymne des Marines*

³ Le chargé d'affaires américain à Alger servit d'intermédiaire entre les Français et l'émir algérien Abdel Kader. « Les Etats-Unis et le Maghreb » in *Maghreb-Machrek*, n°7, 1^o trim. 1965.

⁴ Ces traités resteront en vigueur jusqu'après la seconde guerre mondiale en dépit des changements de statut des deux pays.

1.2 La guerre et les contacts avec les nationalistes

La Seconde Guerre Mondiale eut deux principales conséquences pour le Maghreb. L'effondrement français de juin 1940 fragilisa directement l'autorité et le prestige de la puissance coloniale et le débarquement allié au Maroc permit un contact direct des américains avec les nationalistes.

L'Afrique du Nord apparut rapidement comme une position stratégique dans la lutte contre les puissances de l'axe. La priorité était d'éviter que cette région, du moins celle contrôlée par la France, ne bascule dans le camp nazi afin de servir de tête de pont dans une reconquête de l'Europe par le flanc sud. Les différends franco-français (Giraud-De Gaulle, Vichy-Résistance) servirent les intérêts américains qui s'empressèrent de nouer des contacts avec toutes les parties en présence.

Les préparatifs du débarquement de 1942 furent donc l'occasion pour les Américains de nouer des contacts avec la population locale musulmane. Les « vices-consuls », assistants techniques économiques et militaires, en profitèrent donc pour s'assurer de l'entière collaboration des populations indigènes en l'échanges d'un certain nombre de promesses⁶. De son côté, le président F. Roosevelt, acquis aux idées de Wilson, était un fervent partisan de la décolonisation et afficha tout au long de la guerre son attachement à la liberté . Cependant, il ne tenta aucunement de régler la problématique coloniale, conscient de la nature de ses principaux alliés contre les forces de l'Axe. L'entrevue d'Anfa en janvier 1943 entre le sultan du Maroc, Mohammed Ben Youssef, et F. Roosevelt eut néanmoins une grande influence sur le futur souverain⁷. Le président américain, outre le fait qu'il se prononça pour une émancipation rapide du Maroc, proposa alors presque sans aucun doute, une aide économique et technique ainsi que la formation d'étudiants marocains. Le sultan se rendit compte alors du peu de confiance accordée à la puissance coloniale et les Marocains, en particulier les

⁵ Au cours de laquelle, ils obtinrent du Maroc la clause de la nation la plus favorisée réservée jusque là à la France et l'Angleterre. « Les Etats-Unis et le Maghreb » in *Maghreb-Machrek*, n°7, 1° trim. 1965.

⁶ Le sénateur Carl Hayden, membre le plus influent de la commission des affaires étrangères du sénat, affirmait en juin 1945 : « Nos troupes sont allées en Afrique du Nord pour libérer les indigènes du joug français ».

⁷ R. Le Tourneau écrit à ce sujet que Mohammed V était passé « de l'enfance à l'adolescence politique...C'était un tout autre homme qui avait quitté le président des Etats-Unis en s'écriant : “Un nouvel avenir pour mon pays” ».

nationalistes proches du Palais qui allaient bientôt former le parti de l'Istiqlal, gardèrent un œil confiant vers les Etats-Unis⁸.

1.3 L'après-guerre et les indépendances

L'après-guerre fut une période délicate pour les Etats-Unis qui durent composer entre plusieurs volontés. D'une part, ils ne souhaitaient pas froisser leur allié français, puissance coloniale de la région, ils ne voulaient pas voir cette région du monde basculer dans le bloc de l'Est et enfin ils devaient assumer le principe, hérité de Wilson, du droit à l'autodétermination des peuples dont ils s'étaient fait les chantres. Leur action fut donc une succession de compromis dont personne ne s'accommodât.

Ainsi, malgré les encouragements prodigués aux nationalistes⁹ et les sentiments anti-colonialistes de la plupart des responsables de la politique étrangère américaine, les Etats-Unis s'attachèrent essentiellement à ménager leur allié français dans l'optique globale de l'endigement de la puissance soviétique. Dans ce cadre et bien qu'ils disposaient déjà de l'accord de la France pour l'utilisation de la base de Kénitra dans le soutien logistique de leur flotte en Méditerranée¹⁰, ils négocièrent l'installation de 5 nouvelles bases au Maroc, destinées à servir de bases d'appui au Strategic Air Command tout en étant hors du champ de l'OTAN qui ne couvrait pas ce pays.

Sur le plan économique, cette période vit le développement des échanges économiques entre les Etats-Unis et le Maghreb, échanges qui toutefois restèrent modestes. Ce regain d'intérêt commercial se fit tout d'abord à travers l'application du plan Marshall qui permit l'équipement industriel des trois pays sous tutelle française et favorisa les relations tout particulièrement avec le Maroc. De nombreux Américains démobilisés s'y installèrent et firent fortune dans l'import-export. Enfin, les Etats-Unis furent également très attentifs au maintien des droits commerciaux et privilèges spéciaux accordés à leurs ressortissants depuis le 19^e siècle.

⁸ En Tunisie, les Américains soutinrent le chef nationaliste du Néo-Destour, Habib Bourguiba, qui, dès 1943, avait essayé d'entrer en liaison avec eux pour leur exposer les doléances de son parti. En Algérie, des contacts eurent lieu entre le représentant américain Murphy et le leader nationaliste Ferhat Abbas.

⁹ « C'est notre propagande qui a encouragé cette montée du nationalisme et qui est donc la cause du malaise actuel. Notre insistance sur les droits inscrits dans la Charte de l'Atlantique, nos promesses aux indigènes lors du débarquement, certaines intrigues de nos diplomates ont accentué cette responsabilité ». extrait du document classé n°12 NSC du conseil national de sécurité américain cité par Nerun Gun dans « les secrets des Archives américaines » Albin Michel, Paris, 1983, p. 239 et suivantes.

¹⁰ Cette base aéronavale était restée sous pavillon américain jusqu'en 1947, lorsqu'un accord la fit repasser sous pavillon français mais laissa aux Américains des larges facilités d'utilisation.

Les crises de l'indépendance qui éclatent quasi-simultanément dans les trois pays du Maghreb compliquent la position américaine. D'une part, Washington doit maintenir une étroite solidarité avec son allié français, préserver ses bases stratégiques et maintenir l'équilibre politique mondial qui pourrait être modifié à ses dépens par le succès de mouvements nationalistes. D'autre part, en vertu de leurs principes, les Etats-Unis se doivent d'afficher leur désapprobation envers le colonialisme d'autant que l'action des leaders maghrébins (Bourguiba ou Mohammed V) ne s'inscrit pas dans une démarche pro-communiste. La complexité de la politique américaine, qui consiste à ne pas trop s'engager d'un côté ou de l'autre, se révèle lors de l'examen des questions coloniales par les Nations-Unies¹¹. Les Etats-Unis refusent de voter contre la France mais s'abstiennent lorsque la question tunisienne est évoquée au Conseil de Sécurité en 1952 ou lors des débats sur l'Algérie entre 1958 et 1960.

L'attitude américaine peut finalement se résumer par un soutien officiel mais nuancé à la France, notamment en ce qui concerne le Maroc et la Tunisie. Dans ces cas, les Etats-Unis font confiance à la France pour trouver une solution négociée. La durée limitée des affrontements entre la France et les nationalistes de ces deux pays, ainsi que leur accession à l'indépendance dès 1956, justifie à posteriori cette prudente réserve. A contrario, la longueur et la violence du conflit algérien amènent les Etats-Unis à revoir leur perception initiale consistant à considérer cette affaire comme étant d'ordre intérieur pour prendre une position plus tranchée à partir de 1957, du moins au sein de l'opinion¹². Le point culminant de la réprobation sera atteint lorsque la France bombarde en représailles le village tunisien de Sakiet Sidi Youssef¹³. C'est donc avec intérêt que les Américains accueilleront l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle en 1958 et qu'ils soutiendront son action pour la résolution de la crise.

¹¹ Le discours du porte-parole américain H. Byroade devant l'Assemblée générale le 31 octobre 1953 résume la politique menée par le Département d'Etat : « ...Nous avons grand intérêt à voir la France puissante et nous avons une profonde amitié pour le peuple français. Nous avons aussi une politique très ferme de soutien du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes... Cette situation est un des cas où il est de notre intérêt de ne pas choisir pour le seul fait d'avoir fait un choix. Nos intérêts fondamentaux ne peuvent être sauvegardés que par un arrangement acceptable à la fois par la France et les pays nord-africains... » « Les Etats-Unis et le Maghreb » in *Maghreb-Machrek*, n°8, 2° trim. 1965.

¹² Arguant d'une détérioration des rapports avec la Tunisie et le Maroc menaçant les intérêts stratégiques US dans la zone et affaiblissant le flanc sud de l'OTAN, le sénateur d'opposition J.F. Kennedy n'hésite pas à affirmer devant la commission des Affaires Etrangères le 2 juillet 1957, qu'il faut préparer la voie à l'indépendance de l'Algérie.

¹³ Le 8 février 1958, l'aviation française bombarde le village tunisien de Sakiet Sidi Youssef suspecté de servir de base arrière pour l'ALN algérienne, mais aussi pour "punir" la Tunisie de son soutien à la cause algérienne.

Les Etats-Unis ont souvent été accusés d'avoir cherché à supplanter la France en Afrique du Nord. De fait, ils ne pouvaient se désintéresser de cette région où ils avaient des intérêts stratégiques, alors qu'une éclipse de l'influence française au Maroc et en Tunisie était possible du fait du problème algérien. En fait, les Américains, sans chercher à contrecarrer la politique française, se sont surtout attachés à préserver l'équilibre politique et économique de la région. Cette orientation des relations entre les Etats du Maghreb se poursuivra au-delà des indépendances.

2 Etats-Unis – Maghreb : des clés pour comprendre

Après cette première partie historique qui a montré l'ancienneté des liens entre les Etats-Unis et le Maghreb, et avant de s'atteler à la description actualisée de ceux-ci, il convient de s'arrêter un instant sur un certain nombre de clés qui permettront de comprendre l'attitude américaine actuelle au Maghreb. Les Anglo-Saxons et particulièrement les Etats-Unis ont toujours cultivé un certain pragmatisme dans les liens qu'ils entretiennent avec les autres nations. Ainsi, leurs différentes politiques, quelles soient diplomatiques ou commerciales, doivent être en permanence passées au crible de principes qui, pendant un temps donné, vont guider leurs actions. Pour ce qui est du Maghreb, on peut tenter d'en dégager un certain nombre. Dans le domaine de la diplomatie et de la politique étrangère, leurs actions semblent guidées, à l'heure actuelle, par le positionnement par rapport à Israël des Etats avec qui ils entendent nouer des relations et la lutte que leur gouvernement mène contre l'islamisme et le terrorisme, surtout dans la perspective de « l'après 11 septembre ». Le respect des droits de l'homme, domaine dans lequel sont engagées de nombreuses ONG aux Etats-Unis, ne semblent pas dépasser le stade de l'incantation dans les relations entre Etats-Unis et Maghreb. Pour ce qui est des relations économiques, deux constantes apparaissent : la primauté donnée à l'exploitation des hydrocarbures et la volonté de commercer avec un ensemble maghrébin intégré.

2.1 Politique étrangère américaine : évolution et principes

Durant la guerre froide, les intérêts américains au Maghreb étaient basés sur des soucis exclusivement géostratégiques. Le Maghreb ne devait en aucun cas basculer dans l'orbite soviétique. Les préoccupations américaines étaient donc strictement d'ordre

militaires et économiques. C'était à l'ancienne puissance coloniale, la France, que revenait alors les autres centres d'intérêts (sociaux, politiques, droits de l'homme...). Après l'effondrement du bloc communiste, les intérêts américains se concentrèrent autour d'une série de mots d'ordre négatifs : arrêter la production et le trafic de drogue, arrêter l'immigration illégale, arrêter la propagation du fondamentalisme islamique, vaincre le terrorisme, lutter contre la propagation des armes de destruction massive et enfin assurer la pérennité d'Israël dans un environnement pacifié. Alors que l'administration Clinton avait fait de la « démocratie de marché », le modèle qu'elle entendait propager dans le monde, aucun effort significatif ne fut fait en direction du monde islamique arabe. Dans cette région, la démocratie, la liberté et les droits de l'homme semblent relégués à l'arrière plan. Entre une monarchie absolutiste au Maroc, une république autoritaire en Tunisie et une république confrontée à une guerre civile et où plane l'ombre des militaires en Algérie, le tableau est loin de l'idéal rhétorique affiché à Washington. Il faut dire que tous les dirigeants maghrébins, sauf évidemment Kadhafi, ont formellement acquiescé aux six mots d'ordre de Washington cité plus hauts.

Le positionnement par rapport à Israël

Les Etats-Unis entretiennent avec Israël des liens privilégiés qui déterminent leur politique en Méditerranée. Cette relation très spéciale se concrétise dans tous les domaines, qu'ils soient économiques, militaires ou diplomatiques. Considérant qu'Israël fait partie intégrante du monde occidental, les Etats-Unis comptent également sur la puissance militaire israélienne et sur l'importance stratégique qu'elle lui confère dans cette région troublée. Il va s'en dire alors que le positionnement des Etats maghrébins par rapport à l'Etat hébreu est une façon de les caractériser aux yeux des Américains. On verra plus tard de quelle façon cela s'exprime. Pour certains analystes arabes, la politique américaine serait même beaucoup plus cynique puisqu'elle considérerait que l'émergence d'un monde arabe développé et démocratique réduirait Israël à un îlot isolé dans un océan de « démocratie de marché ». Ceci pourrait alors expliquer l'espèce d'indifférence américaine à l'égard du développement économique et politique des pays arabes.

La menace islamiste

Les autorités américaines ont longtemps eu une attitude partagée vis à vis des mouvements islamistes. S'ils s'en firent un allié pour contrer l'union soviétique durant la guerre froide¹⁴, ils eurent rapidement conscience du caractère imprévisible de ce genre d'alliance. L'affaire des otages de Téhéran les incitaient plutôt à maintenir un dialogue avec eux mais les événements du 11 septembre 2001 ont fini par les convaincre qu'il était mortel d'entretenir de tels liens. Au Maghreb, il y a fort à parier que si l'on accordait à Abdesalam Yassine (Maroc) et Abassi Madani (Algérie) toute liberté politique leur permettant d'exprimer leurs messages, de regrouper leurs intérêts et d'organiser leurs partisans dans le cadre d'élections multipartites libres et équitables, l'Islamisme émergerait comme un mouvement puissant sinon comme la majorité. Pourtant, une telle issue « démocratique » est la hantise de Washington. Ceci explique en grande partie qu'au Maghreb, les Etats-Unis protègent et promeuvent, au nom d'un objectif plus vaste, des élites non représentatives et contestées mais qui ont fait de la lutte contre l'Islamisme une de leurs priorités.

La guerre contre le terrorisme

Le choc du 11 septembre a poussé les Etats-Unis dans une guerre contre le terrorisme. S'engageant personnellement dans des opérations militaires en Afghanistan, ils n'en apprécient que plus les efforts que déploient les gouvernements maghrébins sur leur propre sol. Même l'imprévisible Khadafi semble profiter de ce souci américain. Il est l'un des tout premiers dirigeants arabes à avoir condamné les attentats de World Trade Center, organisant même une collecte de sang pour les victimes. Il répète à l'envi qu'en 1994, il lança un mandat d'arrêt contre Ben Laden, lequel était soupçonné de financer un mouvement radical clandestin déterminé à l'assassiner : le Groupe de Combat Islamique Libyen. A la mi-octobre 2001, puis le 12 janvier 2002, ses services rencontrent William Burns, sous-secrétaire d'Etat au State Department, et lui offrent tout ce qu'ils savent sur les réseaux d'Al Qaïda notamment aux Philippines. Kadhafi voit finalement là une bonne occasion de se rapprocher des Américains d'autant plus que la lutte contre les Islamistes a commencé pour lui dès les années 70 où il élimina les Frères musulmans présents sur son

¹⁴ Oussama Ben Laden aurait été un instrument de la CIA durant la guerre contre les soviétiques en Afghanistan.

territoire. En 1986, il ferma 48 institutions musulmanes dans le pays, les accusant d'être autant de façades dissimulant des activités extrémistes. En novembre 1997, un attentat manqué le blesse à la jambe. La répression fera 350 morts chez les « Fous de Dieu ». En 2000, c'est dans les universités que sa police secrète effectua la recherche des Islamistes. Le pays semble s'être débarrassé de ce fléau.

En Algérie, le président Bouteflika se sent enfin moins seul dans sa lutte contre l'hydre islamiste. Cela fait longtemps que les autorités algériennes évoquent l'existence d'un lien entre les « Arabes d'Afghanistan » et leurs propres réseaux terroristes. Alors, la lutte sanglante contre le Groupe Islamique Armé de Rachid Habou Tourab et le Groupe Salafiste de Prédication et de Combat d'Hassan Hattab rentre aussi dans le vaste plan américain d'éradication de l'Islamisme. Peu importe alors les entorses graves au respect des droits de l'Homme ou les 7 000 disparus imputés à la sécurité algérienne. En Tunisie, il y a longtemps que les Islamistes sont sévèrement réprimés. En dépit de l'attentat contre la mosquée de Djerba en avril 2002, la police tunisienne contrôle la situation. Seul le Maroc semble éprouver quelques difficultés à se saisir de ce problème. Aux dernières législatives en décembre 2002, les islamistes ont fait une entrée remarquée au parlement. Cette lutte à mort, où la survie même de ces régimes est engagée, a donc deux conséquences immédiates. Tout d'abord, elle constitue aux yeux des Etats-Unis un point favorable à mettre au crédit de ces Etats. Ensuite, conséquence directe de la première constatation, les Etats maghrébins, outre le fait de ne plus se sentir isolés (l'Algérie tout particulièrement), y voient la possibilité de légitimer un bon nombre de leurs actions de sécurité intérieure, trop souvent entachées d'autoritarisme et servant bien souvent à maintenir en place des élites politiques coupées de leur peuple. L'examen des actions américaines en faveur de la promotion des droits de l'Homme dans ces pays est d'ailleurs édifiant.

La promotion des droits de l'Homme, simple incantation ?

C'est effectivement l'un des faits troublants lorsque l'on examine la position américaine vis à vis des Etats maghrébins. Même si depuis la chute du mur de Berlin, les Etats-Unis semblaient avoir fait de la promotion de la démocratie, qui devait logiquement accompagner le développement des liens commerciaux, l'un de leur souhait le plus cher, cette considération est curieusement absente lorsqu'il s'agit du Maghreb. Pourtant, à des degrés divers, tous ces pays connaissent de nombreuses violations du respect des droits

de l'Homme. L'Algérie figure en tête de ce triste palmarès. La guerre civile y est bien évidemment pour quelque chose mais l'opinion internationale ne peut que stigmatiser les 7 000 disparus à porter au passif des forces de sécurité algérienne. La Tunisie peut également se voir reprocher l'attitude gouvernementale muselant systématiquement toutes les voix discordantes dénonçant le régime autoritaire mis en place par son président. Ce dernier n'hésite d'ailleurs pas, dans un entretien publié dans la presse le 11 mai 2002, à qualifier les militants des droits de l'Homme de traîtres en déclarant que « *l'utilisation des droits de l'Homme comme alibi et surtout pour alimenter des campagnes hostiles est devenue une marchandise courante pour ceux qui se sont vendus à l'étranger* ». Quant au Maroc, malgré les efforts du nouveau souverain, de nombreuses zones d'ombre persistent encore autour des années de plomb du règne d'Hassan II. Le récit des anciens bagnards de la terrible prison de Tazmamart a eu un grand retentissement¹⁵, y compris dans l'opinion publique américaine.

Pour agir contre ces manifestations évidentes d'oppression, la contribution du gouvernement américain s'en tient presque exclusivement à la publication du chapitre détaillé du Rapport par pays du Secrétaire d'Etat américain sur les pratiques en matière de Droits de l'Homme, publié par le Département d'Etat. Ainsi, concernant la Tunisie, il n'y a eu en 2002 aucune déclaration officielle de Washington sur la situation des droits de l'Homme. Si l'Algérie fait l'objet d'un long développement dans le rapport déjà cité, les rencontres de la fin de l'année 2001 entre les présidents Bush et Bouteflika n'ont fait l'objet d'aucune déclaration publique sur ce sujet. Si les Etats-Unis refusent de s'engager aux côtés des gouvernements concernés en matière de sécurité intérieure (fourniture d'équipements notamment), ils n'ont apparemment nullement l'intention de faire pression sur eux en matière de promotion des droits de l'Homme. Le front commun contre l'Islamisme et le terrorisme semble être la préoccupation majeure de l'administration américaine. La campagne militaire irakienne qui vient de s'engager ne laisse pas supposer, pour le moment, un changement d'orientation politique.

¹⁵ Le livre témoignage de Malika Oufkir sur la séquestration de toute sa famille a d'ailleurs été interdit au Maroc.

2.2 Des relations économiques à la recherche d'un ensemble maghrébin intégré

Si l'on tente de dégager quelques idées générales sur les relations économiques entre les Etats-Unis et le Maghreb, on se rend rapidement compte que l'intérêt commercial américain est extrêmement limité à l'exception, toutefois relative, des hydrocarbures (Algérie surtout). L'absence d'un marché régional intégré, l'archaïsme bureaucratique malgré les réformes en cours, la proximité de l'Union Européenne, tous ces éléments apparaissent comme des freins à l'intensification des liens commerciaux et économiques. Ces derniers existent cependant (ils seront étudiés au cours des chapitres suivants) mais, il apparaît clairement que la construction d'un marché maghrébin est la condition sine qua non du développement des relations économiques (échanges, investissements, installations). L'Union du Maghreb Arabe, née en 1989 et regroupant tous les pays du Maghreb, n'a pas débouché sur une dynamique régionale d'intégration¹⁶. A l'heure actuel, le processus est bloqué.

L'Union Européenne, premier partenaire économique

Pour remédier à cet Etat de fait, l'Union Européenne, premier partenaire commercial du Maghreb, proposa, lors du sommet de Barcelone en 1995, le lancement d'un processus commercial avec les Etats méditerranéens ayant pour finalité d'établir une zone de libre échange à l'horizon 2010. Cet offre s'accompagne d'aides financières et techniques ainsi que de prêts destinés à permettre le décollage de ces économies et leur intégration au sein de la concurrence internationale.

L'initiative Eizenstat

Répondant à cette initiative européenne, les Etats-Unis décidèrent alors de lancer une offensive commerciale en direction du Maghreb, l'administration Clinton n'étant pas à l'époque confrontée au terrorisme et bénéficiant d'une situation plutôt stabilisée au Moyen Orient. Le 16 juin 1998, le vice secrétaire d'Etat aux affaires étrangères chargé des dossiers économiques et de l'agriculture, Stuart Eizenstat, arriva à Tunis, porteur d'une initiative économique américaine. Elaborée sans la consultation préalable des partenaires maghrébins, elle consistait en une offre de partenariat sans aide. En fait, l'Etat américain se posait essentiellement en animateur d'échanges économiques dont la mise

¹⁶ En 2002, le commerce intra-régional au Maghreb représentait à peine 8% du total des échanges.

en œuvre devrait être confiée quasi exclusivement au secteur privé. Le temps de l'aide économique sans contrepartie était achevé. Les Etats-Unis se proposaient d'examiner les propositions maghrébines, de gommer les éventuels blocages administratifs qui auraient pu subsister, tout ceci devant permettre un développement des liens commerciaux (investissements, installations) dont le moteur serait l'initiative privée. On comprend aisément que face à l'initiative européenne plus complète, la proposition américaine apparut rapidement comme n'étant qu'un simple contre-feu. Malgré tout, Madeleine Albright, secrétaire d'Etat, se déplaça elle-même dans la région fin 1999 pour tenter de donner du poids à cette initiative.

Aujourd'hui, la donne économique s'est modifiée au rythme des événements internationaux. La récession a commencé à se faire sentir aux Etats-Unis en 2001. La situation au Moyen Orient s'est totalement dégradée. Le terrorisme à grande échelle est devenu la hantise et le nouvel ennemi des Américains. Que reste-t-il aujourd'hui de l'initiative Eizenstat ? Le cadre existe toujours, bien entendu. Quelques réalisations ont eu lieu et la perspective d'un marché intégré de 80 millions de Maghrébins est toujours aussi alléchante. La bureaucratie des administrations maghrébines, la corruption et les problèmes de sécurité restent néanmoins souvent des obstacles sur le chemin des entrepreneurs. De 1993 à 2001, le montant annuel moyen des investissements privés américains au Maghreb n'a pas changé, il s'élève à environ 92 millions de \$. A titre d'exemple, la part américaine des investissements et des prêts privés étrangers au Maroc en 2001 ne représentent que 2,8% du total. Elle est en baisse constante depuis 1998 où elle atteignait 12,8%¹⁷.

Ainsi, les relations entre les Etats-Unis et le Maghreb, qui vont maintenant être détaillées, peuvent s'appréhender sous un jour nouveau à partir du moment où ont été prises en compte les quelques clés de compréhension qui viennent d'être décrites. Elles sont à garder en mémoire et seront d'ailleurs illustrées dans les pages qui suivent, quel que soit le pays considéré.

¹⁷ Source : Office des Changes et Direction des Investissements Extérieurs du Maroc

3 Etats-Unis et Algérie : des relations mouvementées à l'ombre des derricks

Les relations entre Washington et Alger depuis l'indépendance algérienne ont été jusqu'à aujourd'hui dictées par deux principes généraux apparemment antagonistes. Profondément marquée par la période coloniale, l'Algérie n'a eu de cesse, sur le plan idéologico-politique et stratégique, de renforcer son indépendance nationale face à tous ces partenaires étrangers. Elle s'est donc résolument engagée sur la voie du non-alignement et de la lutte contre tous les impérialismes. Parallèlement, elle a toujours été attirée par la puissance économique et financière du géant américain. Elle s'est donc efforcée de découpler les relations commerciales des rapports politiques. Mais, ce faisant, le partenariat ne pouvait être total. Les relations américano-algériennes oscilleront, suivant la période, entre la prépondérance de l'axe économique convergent ou de l'axe idéologico-stratégique divergent.

3.1 1962-1978 : l'illustration du découplage politique-économie

Cette période est la meilleure illustration de la voie choisie par l'Algérie. Pendant plus de 15 ans, les relations entre les deux pays furent marquées par une succession de rapprochements économiques contre autant de ruptures politiques.

Les Algériens aiment à rappeler qu'en 1957, John F. Kennedy, encore sénateur à l'époque, s'était prononcé en faveur de l'indépendance de l'Algérie. Peu après les accords d'Evian, Ahmed Ben Bella sera reçu par Kennedy à la Maison. Mais le symbolisme de cette visite sera vite terni aux yeux de Washington par le voyage de Ben Bella à La Havane, juste avant la crise des missiles soviétiques d'octobre 1962. Dans l'esprit de beaucoup d'Américains, les opinions politiques du premier président de l'Algérie indépendante ne sont pas très différentes de celle de Fidel Castro¹⁸. En tout cas, après l'assassinat de Kennedy en novembre 1963, il n'y aura plus personne dans les allées du pouvoir américain prêt à se compromettre dans un soutien à Ben Bella. Lorsque ce dernier est évincé par un coup d'Etat en 1965, la réaction américaine est inexistante

¹⁸ « Après son passage à Washington, à la grande surprise de Kennedy qui en fut vivement contrarié, le leader algérien alla rendre visite à Fidel Castro pour lequel, en apparence, il avait aussi des sentiments fraternels : il se joignit rapidement à lui pour publier un communiqué pressant les Etats-Unis de se retirer de Guantanamo. Kennedy avait trouvé Ben Bella sincère et sympathique, et ce qu'il considérait comme une naïveté désespérante ou une insulte délibérée, le laissa perplexe. » SCHLESINGER Jr (A.M.), *Les 1000 jours de Kennedy*, Denoël, 1966, p 509.

d'autant plus qu'un certain nombre de différents ont opposé les deux pays (soutien algérien à la lutte du Vietcong, nationalisation des biens abandonnés par les étrangers, refus américain concernant la livraison d'armement). Du côté algérien, le ressentiment à l'égard des Etats-Unis est alors très fort, entretenu par la présence de conseillers français proches du pouvoir et "*dont l'anti-américanisme était viscéral*"¹⁹.

Son successeur, Houari Boumédiène, représente un tout autre défi pour les Etats-Unis. Ardent avocat du « tiers-mondisme », très critique à l'égard de la politique américaine au Vietnam et au Proche-Orient, il n'en est pas moins un homme pragmatique qui veut développer les échanges économiques avec l'Amérique. Pourtant quels que soient alors les espoirs d'améliorer les relations bilatérales, ceux-ci s'évanouissent en 1967 avec la guerre des six jours entre Israël et les pays arabes. L'Algérie rompt ses relations diplomatiques avec Washington²⁰. Cependant, des liens économiques vont pourtant subsister, notamment à travers la société El Paso, qui joue un rôle dans l'exportation du gaz naturel algérien. En effet, dès 1966, la Sonatrach, société nationale pétrolière, s'employa à créer des sociétés de service spécialisées dans le forage et la prospection sismique avec des firmes américaines (South Eastern Drilling et Independentex). Parallèlement, le président Boumédiène, par l'intermédiaire de l'homme d'affaires Rachid Zeghar, maintiendra une communication discrète avec les Américains.

Le coup d'arrêt idéologique fut bien vite surpassé par le pragmatisme économique. La Sonatrach devint rapidement le vecteur privilégié de ce rapprochement économique en proposant aux Américains des contrats novateurs où cette société détenait 51%²¹, permettant à l'Algérie de garder sa souveraineté sur son pétrole. Dès 1969, alors que les relations diplomatiques restent suspendues²², le contrat d'exportation de gaz naturel liquéfié Sonatrach-El Paso est signé permettant l'exportation de 10 milliards de m³/an pendant 25 ans, ce qui constitue une première mondiale en terme de volume et de durée. Dès lors, les revenus pétroliers donnent la force au courant industrialiste de bousculer les réticences inspirées de scrupules idéologiques. Les responsables de l'économie peuvent envisager le développement du pays axé en priorité sur la grande industrie, matérialisé par les plans successifs 1967-69 et 1970-73. Mais cela nécessite des

¹⁹ GRIMAUD (N.), *La politique extérieure de l'Algérie (1962-1978)*, Karthala, 1984, p147.

²⁰ Vu d'Alger, cette rupture se voulait plus comme une suite logique des principes affirmés de la politique extérieure que comme un acte hostile envers les Etats-Unis

²¹ Un contrat de ce type sera notamment conclu avec l'indépendant américain Getty. La direction de la compagnie est algérienne et Getty s'engage à fournir des fonds pour de nouvelles explorations.

²² Elles ne seront rétablies qu'en 1974.

apports en capitaux et en biens d'équipements. Alors que la France s'engage dans les incertitudes de "l'après de Gaulle", la fascination pour les Etats-Unis et leur technologie avancée est grande. Elle est entretenue par la multitude d'Algériens ayant étudié dans les universités américaines pendant la guerre d'indépendance ainsi que par de nombreux cadres de la Sonatrach formés aux Etats-Unis. Le but des Algériens est alors de parvenir à exporter vers l'Amérique leur gaz et leur pétrole pour se constituer les réserves en devises nécessaires à l'acquisition des technologies de pointe suivant le principe énergie contre technique. Au total, à la mort de Boumédienne en 1978, pas loin de 1000 sociétés américaines travaillaient en Algérie dans les hydrocarbures ou l'électronique²³ et les Etats-Unis sont devenus le premier partenaire commercial.

Dans le même temps, l'Algérie continue à s'opposer au Etats-Unis dans le domaine politique : soutien au Vietnam, embargo pétrolier de l'OPAEP²⁴ à l'encontre des Américains lors de la guerre du Kippour, implication active au sein des Non-Alignés. A cet égard, l'influence exercée par l'Algérie au sein du Tiers-Monde et des pays arabes amène les Etats-Unis à l'associer à leurs tentatives de règlement diplomatique au Moyen-Orient. H. Kissinger effectuera deux visites à Alger en décembre 1973 et avril 1974 pour informer le président Boumediène des progrès, ce dernier sera reçu à Washington en avril 1974 (alors que les deux pays n'ont toujours pas de relations officielles). Même si le président algérien ne donne qu'un acquiescement mesuré aux efforts américains, ces visites ouvrent la voie au rétablissement des relations diplomatiques en novembre 1974. L'Algérie fondera ensuite de grands espoirs sur l'arrivée au pouvoir de J. Carter en 1976 qui exprime son désir de rapprochement. Mais le Moyen-Orient restera une pomme de discorde : l'Algérie qui soutient l'OLP est opposée au règlement séparé entamé par l'Egypte, voyant là une tentative des USA pour diviser le monde arabe.

3.2 1979-1991 : vers la normalisation

Après la mort prématurée de Boumediène, les relations entre les deux pays s'engagent dans la bonne voie et on se prend à espérer à Washington que, sous la présidence de Chadli Bendjedid, la libéralisation de l'Algérie va permettre un rapprochement²⁵. Il faut également noter qu'un certains nombres de causes pour

²³ Selon N. Ait Laoussine, à l'époque vice-président de la Sonatrach. GRIMAUD (N.), *La politique extérieure de l'Algérie (1962-1978)*, Karthala, 1984, p157.

²⁴ Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole.

²⁵ En fait le Président Chadli adresse aux deux super-puissances un message leur faisant part du désir de l'Algérie de placer ses relations sous le signe de l'équilibre. Puisque les rapports avec l'URSS sont déjà

lesquelles l'Algérie avait mené le combat s'étiolent²⁶. L'Algérie s'engage donc dans une politique moins antagoniste à l'égard des Occidentaux.

Très rapidement, l'Algérie de Bendjedid donne des signes de bonne volonté. Ainsi, Alger joue un rôle très utile dans la libération des otages détenus par les étudiants de Téhéran en 1980, mais cela ne compte guère aux yeux de la nouvelle administration du président Reagan, qui se tourne vers le Maroc. Au niveau économique, le bel édifice commercial pétrolier s'effondre au printemps 80 suite à la décision algérienne d'indexer le prix du gaz sur celui du pétrole. Le gaz algérien n'étant plus concurrentiel, tous les contrats gaziers sont dénoncés malgré les pertes énormes subies par les deux parties.

Cependant, un dialogue politique réel est entrepris qui se concrétise par la visite en septembre 1983 à Alger du vice-président Bush, officiel américain du niveau le plus élevé à se rendre dans ce pays depuis l'indépendance. En 1984, le traité d'Oujda (alliance maroco-libyenne réprouvée par Washington) permet la reprise de la coopération. L'armée algérienne décide pour la première fois de diversifier ses sources d'approvisionnement et d'acquérir du matériel américain²⁷. De plus un accord est signé qui débouche sur une aide militaire à partir de 1986²⁸. L'armée algérienne envoie aussi, dès 1984, des officiers suivrent plusieurs stages dans les académies militaires américaines. C'est l'époque de la crise des otages au Liban, et les services secrets américains trouveront parfois dans la sécurité algérienne, un précieux auxiliaire sur l'échiquier du Proche-Orient. Enfin, c'est aussi l'époque où, pour la première fois depuis l'indépendance, un président algérien effectue une visite officielle aux Etats-Unis. En avril 1985, Chadli Bendjedid se rend à Washington et y assurera ses interlocuteurs du « pragmatisme de l'Algérie ». Parallèlement, la perte de 40% des ses rentrées pétrolières en 1986 incite la Sonatrach à forcer le rythme de l'exploitation des hydrocarbures. Pour ce faire, une loi permet la libéralisation et l'ouverture aux sociétés étrangères. Après quelques hésitations, les sociétés américaines effectuent leur retour et Anadarko signe 4 contrats en 1989. Sur les

corrects, cela signifie que l'Algérie souhaite un rapprochement avec les USA. GRIMAUD (N.), « La diplomatie sous Chadli ou la politique du possible », in *Annuaire de l'Afrique du Nord*, tome XXX, CNRS Editions, 1991, p 419

²⁶ Le sommet de Cancun en octobre 1981 est un échec et sonne le glas des ambitions algériennes pour la redéfinition du dialogue Nord / Sud. La chute du baril de pétrole à partir de 1983 affaiblit l'OPEP et le monde arabe est divisé sur la question du Moyen-Orient.

²⁷ En fait, les Américains veilleront à ne pas avantager l'Algérie par rapport au Maroc. En 1985 ils refuseront la livraison d'avions F16 aux Algériens, supérieurs aux F5 marocains. GRIMAUD (N.), « La diplomatie sous Chadli ou la politique du possible », in *Annuaire de l'Afrique du Nord*, tome XXX, CNRS Editions, 1991, p 424.

²⁸ Cette aide malgré sa progression (\$ 52 000 en 1986, \$ 100 000 en 1987 et 88, \$ 150 000 proposés en 1990) reste loin de celle allouée au Maroc (41,5 millions \$ en 89) et à la Tunisie (31,45 millions \$ en 89). GRIMAUD (N.), *op.cit*, p 423.

29 contrats de recherche et prospection signés entre 87 et 92, un gros tiers revient aux compagnies américaines. En 1987, les USA sont le premier client du brut saharien et de produits raffinés²⁹

Pourtant, là encore, malgré les efforts du régime algérien, le rapprochement avec Washington restera timide, l'administration américaine restant favorable au Maroc avec lequel plusieurs traités militaires seront conclus dans cette décennie. De plus, les relations restent marquées durant cette période par des divergences majeures sur certains sujets. Outre le problème du Sahara Occidental³⁰ qui sera traité dans la partie consacrée au Maroc, c'est la situation au Moyen-Orient qui restera le principal point de désaccord entre les deux pays. Déjà, Alger n'avait pas hésité à rompre ses relations diplomatiques avec l'Égypte en 1977 lors des premiers pourparlers de paix engagés entre ce pays et Israël. Clairement, l'Algérie soutient le peuple palestinien dans sa lutte³¹ alors que dans le même temps, les États-Unis de Ronald Reagan considèrent qu'Israël est un allié indispensable. Au cours de cette période, les événements propices aux tensions ne manquent pas : invasion israélienne du Liban en 1982 provoquant l'expulsion des Palestiniens, massacres des camps palestiniens de Sabra et Chatila en septembre 1982, bombardement israélien des locaux de l'OLP à Tunis le 1^{er} octobre 1985.

Malgré tout un dialogue s'instaure entre les deux pays. En 1985, les États-Unis solliciteront ainsi l'Algérie pour jouer un rôle auprès de la Syrie, et les deux États se rejoindront sur la question libanaise en 1989-90³². Cependant la crise du Golfe en 1990-91 sera un révélateur des divergences de fond entre Algériens et Américains. L'Algérie, si elle condamne l'invasion irakienne, s'opposera à Washington en se prononçant et en agissant diplomatiquement pour une solution arabe au conflit. Elle³³ s'élèvera contre tout recours à la force et la présence dans cette région de forces étrangères, en particulier occidentales.

²⁹ GRIMAUD (N.), *op. cit.*, p 423.

³⁰ Rappelons néanmoins qu'Alger reproche aux EU un parti pris en faveur du Maroc.

³¹ L'Algérie sera d'ailleurs le premier État à reconnaître l'État indépendant de Palestine proclamé par Y. Arafat le 15 novembre 1988.

³² Pour plus de précisions, consulter AIT-CHAALAL (A.), *op. cit.*, p 179.

³³ L'Algérie est d'autant plus encline à adopter cette position que cette période coïncidait avec les élections, et que l'exploitation du sentiment panarabique pouvait être un contrepois à l'influence grandissante des Islamistes.

3.3 1992-1999 : un Etat sous surveillance

L'annulation du second tour des élections législatives, en janvier 1992, et la flambée de violence qui s'en suit, pose un dilemme pour les Etats-Unis. Si cette mesure n'a rien de démocratique, le probable vainqueur des élections, le Front Islamique du Salut (FIS), professe un antiaméricanisme violent depuis la guerre du Golfe de 1991. Pourtant à cette époque, certains responsables à Washington se persuadent que, tôt ou tard, le FIS arrivera au pouvoir et qu'il faut maintenir le contact avec lui, même après son interdiction. Selon eux, il faut tirer les leçons de l'affaire iranienne en considérant que tout mouvement d'opposition peut un jour arriver au pouvoir. C'est probablement pour cela qu'ils rentreront en contact fin 93 avec le représentant du FIS à Washington, Anouar Haddam, jeune professeur de physique nucléaire formé aux Etats-Unis. Durant la période 1992-1995, les Etats-Unis affichent une attitude distante envers le gouvernement d'Alger, tout en rencontrant discrètement de temps en temps les dirigeants du FIS en Europe ou aux Etats-Unis. Washington soutient officiellement le plan de Sant'Edigio (novembre 94-janvier 95) appelant à la réconciliation entre le gouvernement et le FIS.

Fin 95, cependant, la politique américaine commence à s'infléchir. A la suite de l'élection de Liamine Zeroual comme président, le département d'Etat décide de renouer avec les dirigeants d'Alger. Washington accueille favorablement la tentative de démocratisation politique mise en place³⁴. Celui-ci lance également les réformes conduisant à la réduction du déficit budgétaire et de l'inflation ainsi qu'à l'adoption d'une législation libérale pour le commerce et l'investissement.

L'Algérie de cette période offre un visage très contrastée et souvent trouble. D'un côté, les efforts de démocratisation (liberté relative de la presse, multipartisme, débat électoral, réformes économiques hésitantes³⁵) semblent encourageants. De l'autre, un niveau de violence effroyable, les débuts de la contestation kabyle font douter les observateurs étrangers du réel talent de réformateur du président algérien, qui semble bien souvent n'être qu'une marionnette dans les mains de l'état-major.

L'un des traits saillants dans les relations bilatérales fut l'implication des ONG en Algérie. Human Right Watch et Amnesty International se sont donnés pour mission d'observer de près la situation dans le pays et de dénoncer les violations des droits de la

³⁴ Liamine Zéroual organise en novembre 95 les premières élections présidentielles ouvertes, fait adopter une nouvelle constitution en 1996, et des élections législatives ont lieu en 1997.

³⁵ En 1998, le secteur public représente encore 80% de l'économie.

personne. La situation intérieure de l'Algérie s'éclaira d'un jour nouveau. Bien souvent les conclusions des différents observateurs renvoient dos à dos islamistes et gouvernement. En 97, un rapport du département d'état sur la pratique des droits de l'homme, disponible sur internet³⁶, eut un impact considérable sur l'opinion. En janvier 98, le chiffre de 70 000 morts était avancé. La non-ingérence dans les affaires intérieures algérienne n'était plus possible et dès 97, plusieurs tentatives eurent lieu pour tenter d'infléchir la courbe de la violence en Algérie³⁷. Leur échec amena les Etats-Unis à prendre du recul sur ce dossier en laissant le soin à la France de s'engager plus activement.

Finalement, cette situation sembla convenir aux Algériens qui préférèrent ne pas assortir leur coopération économique fructueuse mais quasi-limitée aux hydrocarbures à des impératifs politiques. Les compagnies pétrolières américaines continuèrent dans cette période à signer des contrats en Algérie.

3.4 2000-.... : Vers une alliance ?

Le changement le plus importants dans les relations bilatérales interviendra au printemps 99 avec l'élection à la présidence d'Abdelaziz Bouteflika. Même si le scrutin relève de la farce, la personnalité du nouveau président semble indiquer qu'un véritable homme d'Etat a pris place à la présidence. Le nouveau président n'est pas un inconnu à Washington, puisqu'il a été ministre des affaires étrangères du temps de Boumediène entre 1963 et 1978. S'il était à l'époque jugé arrogant et hostile aux Etats-Unis, il semble se présenter comme un leader raisonnable. La loi algérienne sur la concorde civile est plutôt bien accueillie par les milieux américains même si ceux-ci ne se font guère d'illusion sur son efficacité. En septembre 99, Martin Indyk, sous-secrétaire d'Etat américain pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord rencontre à Alger le président Bouteflika. Il y qualifie l'Algérie de « puissance régionale » en route vers une « situation de paix ». Pour nombre d'observateurs, cette déclaration scelle la reconnaissance par Washington de la légitimité du régime algérien né de l'annulation des élections de 1992. Il faut dire que Bouteflika a envoyé un signe fort aux Etats-Unis lorsqu'aux obsèques du roi du Maroc, Hassan II, le 25 juillet 1999, il serre la main du nouveau premier ministre

³⁶ US Department of State. *Algeria country Report or Human Rights Practices for 1997*. Released January 30.1998-p.16

³⁷ Pour plus d'informations, on peut se rapporter à l'article « Etats-Unis et Maghreb » du N° 12 de la revue *Stratemed* p34 et suivantes.

israélien, Ehud Barak³⁸. Cette action s'accompagne de déclarations conciliantes à l'égard de l'Etat hébreu³⁹.

Cependant, le président Clinton décevra beaucoup les dirigeants algériens car jamais il n'invitera Bouteflika à Washington. Si bien que lorsque Georges W. Bush accède au pouvoir en janvier 2001, l'Algérie tient à faire oublier la rebuffade en montrant que sa proposition de « partenariat stratégique » revêt une nouvelle pertinence. Effectivement, le président algérien va rencontrer son homologue à deux reprises en juillet et décembre 2001. Le pétrole et « la guerre contre le terrorisme » semble être les deux clés de ce retournement. Il faut rappeler les liens que le président Bush entretient avec les compagnies pétrolières depuis le temps où il était gouverneur du Texas. L'une de ces sociétés, Andarko, dont le siège est à Houston, a beaucoup investi en Algérie et y a découvert de nouvelles réserves (douze gisements depuis 91). La production a démarré en 98 et atteint 500 000 barils par jour début 2003. Quant à la guerre contre le terrorisme, hormis le rapprochement « idéologique » déjà évoqué dans la deuxième partie, elle n'a pas entraîné un investissement militaire correspondant à l'effort fourni par les Algériens.

3.5 L'Algérie, un Etat pivot ?

La théorie américaine des « Etats-pivots »⁴⁰ peut-elle s'appliquer à l'Algérie ? Celle-ci consiste à dire que les Etats-Unis, pour faire face aux risques d'influence et d'incohérence vis-à-vis du monde en développement, doivent se concentrer sur certains pays dont la stabilité est décisive pour la sécurité mondiale et qui peuvent servir de relais pour promouvoir les intérêts américains sur la scène internationale. S'il est vrai que les découvertes pétrolières et la volonté de stabilité du gouvernement algérien accréditent cette thèse, qu'en est-il réellement ?

Un certain nombre d'obstacles s'opposent encore à l'heure actuelle au plein épanouissement des relations entre les deux pays et en premier lieu, le conflit israélo-palestinien. Il est impossible pour les algériens de se sentir à l'aise avec un gouvernement américain qui semble vouloir donner un chèque en blanc à Ariel Sharon, même si le président Bush a promis, le 14 mars 2003, de régler ce problème une fois la question irakienne résolue. Le deuxième obstacle est constitué par l'affaire du Sahara occidental, toujours en suspens et dans laquelle Washington soutient résolument le

³⁸ Il aura également à cette occasion une entrevue non protocolaire avec le président Clinton.

³⁹ Dès 95, le gouvernement algérien avait donné quelques gages en permettant à des journalistes et à des proches du pouvoir de se rendre à Tel Aviv.

⁴⁰ théorie développée par CHASE (R.), HILL (E.) et KENNEDY (P.), « Pivotal states and US strategy », in *Foreign Affairs*, vol 75, n°1, janv-fév 1996, pp 33-52.

Maroc. Enfin, il y a l'évident déficit démocratique de l'Algérie, mis en exergue par la succession des crises en Kabylie, le non-respect des droits de l'homme et des pratiques électorales qui restent douteuses.

Dans les faits, rien ne vient d'ailleurs corroborer la thèse du rapprochement dans un futur proche. Au niveau économique, si l'on excepte les hydrocarbures, les échanges commerciaux sont plus que limités et ont même accusé une baisse de 12,2% entre 2001 et 2002⁴¹. Sur le plan militaire, les visites successives du commandant de la 6^e flotte US en septembre 2000 et du chef d'état-major de l'US Air Force en octobre 2000, les manœuvres navales minimales de septembre 98 n'ont rien amené de réellement significatif même si l'Algérie s'en ait largement faite l'écho⁴².

Nicole Grimaud écrit⁴³ « Que l'on ne s'y trompe pas, les dirigeants algériens ont depuis longtemps souhaité entretenir de bons rapports.[...] Leur admiration va en effet à la toute-puissance acquise par le nouveau Monde et à l'avance technologique qu'il a su acquérir. Mais si cette vision a été présente dès 1962, elle a dû attendre pour s'imposer que la poussée du développement lui fournisse un support favorable. ». Le découplage opéré par les dirigeants algériens entre les axes politique et économique a en fait toujours permis de maintenir des relations entre l'Algérie et les Etats-Unis, l'un ou l'autre domaine ayant été prépondérant en fonction de la conjoncture. S'il est vrai que l'Algérie semble devenir aux yeux des Américains un Etat avec qui ils peuvent s'entendre, rien pour le moment ne semble indiquer que les Etats-Unis ne veuillent entretenir autre chose qu'un lien de partenariat avec l'Algérie. Si l'Algérie s'avancait plus clairement vers plus de démocratie, si l'économie était réformée dans le sens voulu par Washington, si les violences prenaient fin, les liens pourraient être plus forts. Mais le contexte international du printemps 2003 laisse à penser que les Etats-Unis ont de toutes façons d'autres priorités.

⁴¹ Pour plus de précisions se rapporter au Vol.47 n°9 du Middle East Economic Digest du 28 février 2003.

⁴² Les fonds de l'International Military Education & Training distribués à l'Algérie en 2002 s'élèvent à 67 000 \$ à rapporter au 1 041 000 \$ attribué au Maroc.

⁴³ GRIMAUD (N.), *La politique extérieure de l'Algérie (1962-1978)*, Karthala, 1984, p143.

4 Etats-Unis et Maroc : l'allié traditionnel

Les relations historiques anciennes, étudiées dans la première partie, se sont poursuivies jusqu'à nos jours. Depuis, l'entretien d'Anfa en 1943 qui conforta le combat nationaliste du futur Mohammed V fut le point de départ d'une relation suivie souvent personnelle entre le Maroc et les Etats-Unis⁴⁴. Résolument, le Maroc fit de l'ancrage au camp occidental (France et Etats-Unis), l'une des constantes de sa politique internationale. De leur côté, les Etats-Unis ont toujours considéré le Maroc comme un allié politique irremplaçable et un atout stratégique important dans la région, même si fidèle à leur ligne de conduite, ils ont toujours préféré le rôle de « junior partner ». Les relations entre ces deux pays peuvent s'ordonner autour de quatre domaines : des intérêts géostratégiques et diplomatiques souvent communs, une coopération militaire modeste mais suivie, le problème du Sahara occidental et des rapports commerciaux peu actifs.

4.1 Des intérêts géostratégiques et diplomatiques souvent communs.

L'atout principal que possède le Maroc aux yeux des Etats-Unis est sans aucun doute le sentiment de stabilité qu'inspire la monarchie marocaine. La période de l'immédiat après-guerre fut pourtant le théâtre d'une série de discordes portant notamment sur l'évacuation des bases américaines consenties par la France⁴⁵. En décembre 1959, en visite au Maroc, le président Eisenhower annonce que « les forces américaines auront été retirées du Maroc avant la fin de 1963... »⁴⁶. La politique de non-alignement⁴⁷ menée par Mohammed V est le second motif de dissension entre les deux pays. Ainsi à l'ONU, le Maroc vote contre l'intervention américaine au Liban (juillet 1958). De plus, le roi établit

⁴⁴ Visite de Mohammed V à Washington les 24-27 novembre 1957, visite du président Eisenhower à Casablanca le 22 décembre 1959, visite d'Hassan II en 63, 67, 78, 82, 83, 91, 92 95.

⁴⁵ Reprenant une information erronée sur l'utilisation de la base de Nouaceur pour l'intervention américaine au Liban, le journal "Al Istiqlal" écrit le 20 septembre 1958 : « L'existence des bases est contraire à l'une des dominantes de notre politique étrangère, la non-dépendance et la non-adhésion à des alliances militaires. Les négociations peuvent être effectuées seulement sur la base de l'évacuation. » « Les Etats-Unis et le Maghreb » in *Maghreb-Machrek*, n°8, 2° trim.1965, p 40.

⁴⁶ En réalité l'accord passé était destiné à donner une satisfaction de principe à l'opposition. Des accords secrets furent conclus sur un maintien d'une présence américaine au Maroc.

⁴⁷ Le prince Moulay Hassan, futur Hassan II, déclare au Caire le 25 juin 1956 : « musulmans, donc bigames, nous pouvons nous marier à l'Est comme à l'Ouest et être fidèles à nos deux épouses. », « Les Etats-Unis et le Maghreb » in *Maghreb-Machrek*, n°8, 2° trim.1965, p 39.

des liens plus étroits avec les pays de l'Est, à travers plusieurs accords commerciaux et achats d'armes⁴⁸.

A son arrivée au pouvoir en février 1961, Hassan II substitua rapidement à la politique de son père une attitude pro-américaine et pro-occidentale. En voyage officiel à Washington en mars 1963, le roi déclare vouloir « démontrer que le Maroc, quoique officiellement non-aligné, reconnaissait que ses intérêts réels étaient du côté de l'Occident. »⁴⁹. Sur le plan diplomatique, il se matérialise par un infléchissement de la diplomatie dans les conflits est-ouest : non-condamnation des USA au sujet du conflit vietnamien, modération dans la crise au Moyen-Orient⁵⁰, approbation implicite de la mise à l'écart au Congo de P.Lumumba au profit de M.Tshombé soutenu par les Occidentaux. Par ailleurs, les Etats-Unis sont accusés de parti pris envers le Maroc dans la « Guerre des Sables » contre l'Algérie en octobre 1963. En tout état de cause le soutien apporté par les Soviétiques à l'Algérie scelle la rupture définitive entre le Maroc et l'Est.

Cependant entre 1970 et 1974, un refroidissement sérieux intervint dans ses bonnes relations période. D'une part le roi Hassan II soupçonnait, sans fondement, les Américains d'être dans une certaine mesure impliqués dans les attentats de juillet 1971 et août 1972⁵¹. D'autre part en juillet 1970, la révélation faite par une sous-commission du sénat américain que la marine américaine continuait à utiliser la base aéronavale de Kénitra ainsi que deux centres de relais de télécommunications pour la VI^{ème} flotte à Bouknadel et Sidi Yahia, compliqua les relations entre le gouvernement marocain et son opinion publique. La reprise des liens entre les deux pays s'effectuera à l'occasion de la crise du Sahara Occidental (étudié plus loin).

Dans les années qui suivirent, le Maroc fit preuve de sa bonne volonté en apportant son soutien à la politique menée par les Etats-Unis : solidarité avec Washington

⁴⁸ achat de chasseurs MIG soviétiques en novembre 1960.

⁴⁹ BERRAMDANE (A.), *Le Maroc et l'Occident*, Khartala, 1987, p 264.

⁵⁰ Le Maroc est par ailleurs un Etat qui a traditionnellement protégé les juifs vivant sur son sol.

⁵¹ « Ces soupçons étaient nés de preuves indirectes. Dans l'affaire de Skhirat en 1971, le meneur de la rébellion, le général Mohamed Medbouh, était très lié aux Etats-Unis. En 1972, pour l'affaire du Boeing, Les Marocains n'ont pas pu croire qu'aucun des membres de la base de Kénitra, n'ait été au courant de l'action qu'allaient tenter des officiers de l'armée de l'air marocaine, dans un avion parti précisément de cette base pour abattre le Boeing du Roi », DAMIS (J.), « Les relations des Etats-Unis avec le Maroc », in *Maghreb-Machrek*, n°111, janv-mars 86, p 8.

dans le problème des otages de Téhéran, vote à l'ONU contre l'invasion soviétique en Afghanistan, lutte contre les dangers de la pénétration soviéto-cubaine en Afrique⁵².

Mais, c'est surtout sur la question moyen-orientale que le Maroc apporta le plus de satisfactions à son allié américain. le Roi Hassan II joue la carte de la modération et se prononce pour une solution négociée. Nouant des contacts officieux avec Israël, il est un des artisans⁵³ du processus qui conduira aux accords de Camp David en 1978⁵⁴. Le Maroc jouera un rôle important pour le rapprochement des pays arabes en tant que président de la Conférence des chefs d'Etats arabes, de la Conférence islamique et du Haut Comité pour la libération de Jérusalem (Comité Al-Qods)⁵⁵. Fort de la participation de son pays à la coalition contre l'Irak en 1991, Hassan II s'était rendu aux Etats-Unis pour inciter le président Bush à agir dans le sens attendu par la communauté arabe : « la paix contre les territoires ». Les accords d'Oslo en 1993 l'incitèrent à participer activement à ce grand projet : ouverture d'un bureau de liaison israélien fin 94, ouverture d'un bureau de liaison marocain à Tel Aviv et Gaza en mars 95, communauté juive protégée traditionnellement par le Roi. Cependant, tous ses efforts finirent par s'effondrer avec le déclenchement de la deuxième intifada en septembre 2000. Conjugée avec l'arrivée au pouvoir d'Ariel Sharon, cet événement ruina les espoirs du roi et surtout de son peuple. En avril 2002, le secrétaire d'Etat Colin Powell en paya amèrement le prix lorsqu'il se rendit au Maroc. Une manifestation sans précédent (2 millions de personnes selon les organisateurs, mais plus sûrement entre 500 000 et 1 million) accompagna sa venue. Le Roi lui réserva un accueil glacial⁵⁶, autant préoccupé par la crise au Moyen-Orient que par des soucis de politique intérieure (la mouvance islamiste doit son influence grandissante notamment à l'instrumentalisation de la cause palestinienne).

Parallèlement à la question israélienne, les relations américano-marocaines connurent une période faste jusqu'à la chute du mur de Berlin. Les Etats-Unis engagés

⁵² En 1977 et 1978, le Maroc intervient deux fois dans la province zaïroise du Shaba pour rétablir l'ordre et n'hésite pas à fournir armes et instruction pour l'UNITA anti-communiste en Angola.

⁵³ En septembre 1977 notamment, une rencontre entre le ministre israélien des Affaires étrangères Moshe Dayan et le vice-premier ministre égyptien Hassan Touhami se déroula au Maroc.

⁵⁴ Le Maroc cependant se rallia à la condamnation générale par les Arabes du traité de paix israélo-égyptien de 1979. Ce revirement peut s'expliquer par le désir marocain de rechercher des alliances de ce côté, notamment de l'Arabie Saoudite, dans l'affaire du Sahara Occidental. DAMIS (J.), « Les relations des Etats-Unis avec le Maroc », in *Maghreb-Machrek*, n°111, janv-mars 86, p 10.

⁵⁵ En 1982, Hassan II fut un acteur majeur de l'adoption par la conférence des chefs d'Etat arabes du plan de Fés, premier plan de paix arabe global qui reconnaît implicitement l'existence d'Israël ; en janvier 1984, à Casablanca, Hassan II milita avec succès pour la réintégration de l'Egypte dans le camp islamique. DAMIS (J.), *op. cit.*, p 10.

⁵⁶ « Ne pensez-vous pas que vous auriez mieux fait de vous rendre à Jérusalem ? » cité dans le quotidien *Le Monde* du 10 avril 2002.

par R. Reagan dans une croisade anti-soviétique et anti-communiste active partout à travers le monde, trouvèrent en leur allié marocain, un partenaire fiable. La guerre au Sahara, les velléités de Khadafi au Maghreb furent les prétextes idéaux d'un engagement prononcé en Afrique du Nord. Les Marocains s'en accommodèrent fort bien car l'arrivée au pouvoir des socialistes français en 1981 leur faisaient craindre un désengagement de la France. Les années 1981-82 virent donc se multiplier les visites de haut niveau (politique, économique et militaire) et aboutirent à la signature en mai 1982 d'un accord de coopération militaire qui tripla l'aide américaine en un an⁵⁷. Cette accord favorisa bien évidemment l'action du Maroc au Sahara Occidental et scella l'alliance des deux pays contre la Libye. C'est pourquoi la surprise fut totale lorsque Hassan II et le colonel Khadafi signèrent un traité d'union à Oujda le 13 août 1984. Ce traité, avant tout conjoncturel⁵⁸, ne donna pas de résultats concrets et sera dénoncé en 1986. Les Etats-Unis craignant dans un premier temps de voir passer de l'armement fourni aux Marocains chez les Libyens, seront vite rassurés sur l'évolution de l'accord et se contenteront de mettre en garde le Maroc.

En 1989, après cinq ans de rapprochement Est-Ouest, le mur de Berlin tombe. Cet événement ne sera pas sans conséquence sur l'attitude des Américains vis à vis du Maroc. Désormais, les Etats-Unis prônent la stabilité par l'équilibre entre les Etats maghrébins : recherche d'une solution négociée au Sahara, rapprochement avec l'Algérie. De fait, Washington s'engage dans un processus de déliement de l'alliance avec le Maroc. Abdelkhaleq Berramdane écrit d'ailleurs fort justement que « tout l'art de la diplomatie américaine à l'égard du Maroc consiste en effet à s'allier sans se lier, à demeurer aux côtés d'un pays ami, tout en restant à côté de lui⁵⁹. » Les Etats-Unis retrouvent alors, leur rôle de « *junior partner* ». Le Maroc reste en tout cas un allié sûr comme il l'a prouvé lors de la Guerre du Golfe en 1991. En effet, malgré une opinion publique peu favorable, le roi Hassan II répond favorablement à la demande de G.Bush et envoie un contingent de 1700 hommes pour participer aux opérations aux côtés de la coalition alliée⁶⁰.

Avec l'avènement de Mohammed VI en 1999, les relations entre le Maroc et les Etats-Unis restent sur leur lancée. Le jeune Roi se trouve néanmoins confronté à une

⁵⁷ \$ 31 millions en 1982, \$ 101 millions en 1983. AIT-CHAALAL (A.), *L'Algérie, les Etats-Unis et la France : des discours à l'action*, Publisud, 2000, p169.

⁵⁸ Par ce traité, le colonel Khadafi s'engage à ne plus fournir d'aide au Front Polisario.

⁵⁹ BERRAMDANE (A.), *Le Sahara Occidental, enjeu maghrébin*, Khartala, 1992, p 187.

montée politique des mouvements islamistes dans son pays comme l'ont prouvé les dernières élections de décembre 2002. La crise irakienne, le conflit israélo-palestinien rendent de plus en plus étroite la marge de manœuvre du roi, pris entre son opinion publique et ses liens avec les Etats-Unis.

4.2 Une coopération militaire modeste mais suivie.

La coopération militaire américaine, permanente depuis l'indépendance, est avec la diplomatie le second volet majeur des relations entre les deux pays. Elle se traduit par l'obtention de facilités militaires ainsi que par une assistance aux Forces Armées Royales (FAR).

Le Maroc possède à la fois une façade sur l'Atlantique (1336 km de côtes hors Sahara Occidental) et sur la Méditerranée (499 km de côtes) et offrent des escales privilégiées (ports de Casablanca et de Dakhla). Mais surtout, il commande l'accès sud à la Méditerranée, là où le détroit Gibraltar (14 km dans sa plus petite largeur) constitue un goulet d'étranglement. Sa fermeture pourrait isoler en Méditerranée la VI^e flotte US, mais aussi empêcher le passage de renforts potentiels de l'OTAN sur son flanc sud. Les Américains ont donc tout intérêt à avoir un régime ami à Rabat.

Dès 1951, les USA négocient avec la France la construction de 5 bases (Sidi Slimane, Ben Slimane, Ben Guerir, Nouaceur, Kénitra) qui seront notamment utilisées par le Strategic Air Command dans le cadre de la Guerre Froide. L'accord passé en décembre 1959 entre le président Eisenhower et Mohammed V prévoyait leur évacuation avant la fin de 1963. Les responsables des deux pays aboutirent sur les négociations concernant la reconversion civile de ces bases, mais en dépit de l'opposition des partis marocains à la présence des bases étrangères sur leur sol, ils se mirent d'accord secrètement sur le maintien de l'armée américaine sur la base aéronavale de Kénitra et dans les centres de communication de Sidi-Yahia et Bouknadel, indispensables à la VI^e flotte. En 1976, les Etats-Unis décidèrent de quitter ces bases. Sidi-Yahia fut rendue en décembre 1977, Kénitra et Bouknadel en octobre 1978. Si les Américains ne disposaient plus d'installations permanentes, ils obtinrent, dès mai 1982, l'autorisation pour leurs

⁶⁰ Cette attitude fut d'ailleurs récompensée par les Etats-Unis. En effet le 28 février 1991, les deux pays signèrent un accord de rééchelonnement de la totalité de l'aide US (\$ 128 millions) sur une période de 20 ans avec 10 ans de grâce à des intérêts réduits. BERRAMDANE (A.), *op.cit.*, p 194.

avions de la Rapid Deployment Force d'utiliser les bases marocaines (Casablanca, Sidi Slimane) en cas d'urgence au Moyen-Orient et en Afrique. Cet accord court toujours. De plus les ports marocains sont ouverts, en règle générale, aux visites des bâtiments de la VI^e flotte, et les forces armées marocaines et américaines, qu'elles soient navales ou terrestres, effectuent régulièrement des manœuvres communes de grande ampleur.

Néanmoins, dans le dispositif américain en Méditerranée et au Moyen-Orient, le Maroc a plus un rôle complémentaire que de premier plan. La fin de la guerre froide et l'implantation des Etats-Unis au Moyen-Orient (Arabie Saoudite, Koweït, Emirats Arabes Unis) ont fait passer au second plan l'intérêt des installations marocaines, si l'on excepte le contrôle du détroit de Gibraltar. Les Etats-Unis s'appuient désormais sur les facilités qu'ils possèdent en Espagne, Italie, Grèce et surtout Turquie comme en témoignent les événements en cours en Irak.

Parallèlement à l'utilisation des infrastructures marocaines, les Etats-Unis sont, depuis l'indépendance, le second fournisseur d'armes au Maroc (derrière la France). L'aide américaine a débuté en 1960, motivée essentiellement par la peur de voir le royaume chérifien répondre aux appels d'offre des soviétiques. L'emploi des armes fournies au Maroc a été restreint, par un accord signé entre les deux pays en 1960⁶¹, à la sécurité intérieure du pays. Suite à l'aide importante fournie par l'URSS à l'Algérie pendant la Guerre des Sables, cette restriction a été étendue à l'autodéfense. Relativement modeste⁶², cette aide américaine avait pour but la consolidation de l'armée de l'air marocaine (avions F5 et C119, formation de pilotes) et le rééquilibrage des forces dans la région.

A partir de 1974, le Maroc est engagé dans l'affaire du Sahara Occidental. Dans un premier temps l'administration Carter refuse de lui livrer les armes offensives qu'il réclame à partir de 1977, s'appuyant sur les clauses du traité de 1960⁶³. Elle reproche notamment au Maroc l'utilisation au Sahara de ses avions F5 en missions de reconnaissance. Cependant, en 1979, devant l'enlisement marocain, les Etats-Unis opèrent un revirement complet et acceptent de fournir les armes anti-insurrectionnelles

⁶¹ Cette accord particulier était en fait destiné à éviter que le Maroc ne réexporte des armes vers des pays arabes en guerre contre Israël.

⁶² \$ 21 millions de livraisons entre 1960 et 1969, dans le cadre des accords FMS (Foreign Military Sales). DAMIS (J.), « Les relations des Etats-Unis avec le Maroc », in *Maghreb-Machrek*, n°111, janv-mars 86, p 13.

⁶³ Les USA reportent notamment la livraison de matériels destinés à l'équipement de deux brigades blindées stationnées sur la frontière algérienne suite à un accord signé en 1976 dans le cadre des ventes FMS. DAMIS (J.), *op. cit.*, p 14.

réclamées depuis 1977⁶⁴. En décembre 1980, le Congrès entérine la livraison de 108 chars M-60⁶⁵. L'augmentation des crédits militaires alloués (\$ 14 millions en 1975, \$ 30 millions en 1977, \$ 45 millions en 1980) est néanmoins très insuffisante pour financer tous ces achats d'armes et le Maroc doit se tourner vers d'autres pays, principalement l'Arabie Saoudite⁶⁶.

A partir de 1981, le Maroc bénéficie du soutien actif de l'administration Reagan. Il faut dire que le Polisario avait été sous-estimé et la défaite marocaine de Guelta Zemmour amplifie l'aide américaine : livraisons de chars M-60, formation des pilotes, envoi de conseillers militaires, accueil de stagiaires marocains aux Etats-Unis⁶⁷. Une commission militaire mixte est formée en février 1982 et un important accord de coopération fut signé en mai. Le 23 avril 1982, le Pentagone informe le Congrès qu'il va livrer 381 missiles sol-air Maverick pour une valeur de 29 millions de dollars et autoriser la vente de 18 hélicoptères Augusta italiens fabriqués sous licence américaine⁶⁸. Cependant dès 1984, les Etats-Unis retournent à une neutralité politique dans l'affaire du Sahara et l'aide diminue pour être même dépassée par l'aide à la petite Tunisie jusqu'en 1986 (par exemple \$ 35,8 millions pour le Maroc, \$ 65,5 millions pour la Tunisie en 1986). Le Maroc est alors en pleine guerre et les crédits sont insuffisants pour acquérir de nouveaux systèmes comme les avions F16. Pour compenser, les USA augmentent la part des dons qui passe de 0,5% en 1981 à plus de 90% de l'aide militaire allouée en 1986. Ils multiplient également les exercices conjoints.

Depuis cette période, la coopération américaine a poursuivi un double objectif. D'une part, donner au Maroc une aide limitée mais suffisante pour assurer sa défense contre le Polisario, mais non l'emporter car les Etats-Unis penchent pour une solution négociée à ce problème. D'autre part, assurer un équilibre face au potentiel algérien à travers deux voies : la fourniture de matériels (avions, engins blindés) et des entraînements conjoints destinés à pallier les faiblesses marocaines. Ainsi les exercices maritimes portent-ils majoritairement sur la lutte anti-sous-marine puisque les Algériens

⁶⁴ 6 avions de reconnaissance OV-10 Bronco, 20 chasseurs à réaction F-5E, 24 hélicoptères Hughes qui seront livrés en 1981-82.

⁶⁵ En 1979, le Maroc dispose de 130 chars de combat contre 540 à l'Algérie.

⁶⁶ qui paiera notamment une partie des chars. BERRAMDANE (A.), *Le Sahara Occidental, enjeu maghrébin*, Khartala, 1992, p 156.

⁶⁷ Leur nombre passe de 168 à 516 entre 1982 et 1983.

⁶⁸ BERRAMDANE (A.), *op. cit.*, p 176.

ont des sous-marins⁶⁹, capacité que n'ont pas les Marocains. Enfin un effort de formation constant est maintenu : à ce jour plus de 3000 étudiants militaires marocains ont bénéficié de l'aide américaine. En 2002, les crédits octroyés au Maroc dans le cadre de l'International Military Education & Training s'élèvent à 1 013 000 de \$ (à comparer au 67 000 \$ attribués aux Algériens).

4.3 Le problème du Sahara Occidental

En juillet 1974, le Maroc déclenche officiellement l'affaire du Sahara Occidental. A la confluence des différends de frontière, de souveraineté et d'hégémonie régionale, le problème du Sahara Occidental est un véritable enjeu de politique inter-maghrébine. Il pose à Washington un réel cas de conscience car il faut concilier les principes moraux sur l'auto-détermination des peuples et le respect des droits de l'homme avec des intérêts (politiques avec le Maroc et économiques avec l'Algérie) divergents. C'est pourquoi ils n'apporteront un appui actif au Maroc qu'à partir de 1979. Avec le temps et l'absence de solution, la diplomatie américaine s'est finalement rallié au plan de paix élaboré en août 1988. Finalement, la médiation de James Baker sous couvert de l'ONU semble leur avoir retiré une épine du pied sans pour autant qu'une solution n'apparaisse.

Les origines du conflit

Dans les années 60, des mouvements sahraouis de résistance à l'occupant espagnol se développent et aboutissent à la création du Front Polisario en 1973. L'Espagne tarde à quitter le territoire selon une procédure d'autodétermination des populations sous contrôle de l'ONU, comme cela avait été prévu dès 1966. En 1974, Hassan II réactive des prétentions sur le territoire déjà formulées en 1950. Ne pouvant s'engager dans une guerre, le Roi obtient que la Cour Internationale de Justice de La Haye soit saisie. Interprétant à son profit la lecture de l'avis rendu, il annonce en octobre une marche en direction du Sahara Occidental et en novembre "la Marche Verte" effectue une percée symbolique sur le territoire. Le 14 novembre 1975, le traité de Madrid partage le Sahara Occidental entre le Maroc (2/3 nord) et la Mauritanie (1/3 sud).

⁶⁹ Deux sous-marins de la classe Kilo reconditionnés dans les arsenaux russes.

Refusant cet accord, le Front Polisario proclame le 27 février 1976 l'indépendance de la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD), reconnue par l'Algérie.

Cette affaire sahraouie devient rapidement un problème qui implique, hormis la Tunisie, l'ensemble des Etats du Maghreb. La Mauritanie qui se retire du conflit en 1979, voire même la Libye dans sa rivalité avec l'Algérie pour le contrôle du Polisario peuvent être considérées comme des acteurs relativement secondaires. En fait le Sahara Occidental va surtout représenter le point de focalisation de l'opposition entre Maroc et Algérie, qui repose sur des différends idéologiques, territoriaux et d'hégémonie régionale. Il va également être pour ces deux pays, un élément de consolidation interne⁷⁰.

La position américaine

Dès le début de l'affaire les Etats-Unis sont accusés par l'Algérie d'avoir fait pression sur l'Espagne pour qu'elle cède aux exigences marocaines⁷¹. En réalité, le conflit sahraoui met les Etats-Unis devant la difficulté de maintenir leurs relations étroites avec le Maroc tout en préservant leurs échanges économiques avec l'Algérie. Refusant toute implication directe, la politique américaine dans cette affaire s'articule autour de deux principes apparemment contradictoires. Le premier est d'éviter la déstabilisation du Maroc et l'installation d'un régime radical au Sahara Occidental. Le second est l'application de la volonté d'auto-détermination des peuples et le respect des Droits de l'Homme que les autorités marocaines sont accusées par des lobbies puissants aux Etats-Unis de violer régulièrement⁷². Dès lors, les Américains vont afficher une neutralité officielle de façade tout en soutenant avec régularité l'effort de guerre marocain, lui donnant les moyens d'assurer sa défense mais non de l'emporter. De fait, le conflit sahraoui a longtemps entretenu une pomme de discorde entre l'Algérie et les Etats-Unis.

De 1974 à 1979, l'administration Carter adoptera dans un premier temps une neutralité passive, politique d'équilibre caractérisée par une tentative de rapprochement simultané du Maroc et de l'Algérie en vue d'aboutir à une solution négociée. C'est

⁷⁰ Pour les détails sur le conflit et ses protagonistes, consulter BERRAMDANE (A.), *Le Sahara Occidental, enjeu maghrébin*, Khartala, 1992 et MOHSEN-FINAN (K.), *Sahara Occidental, les enjeux d'un conflit régional*, CNRS Editions, 1997.

⁷¹ AIT-CHAALAL (A.), *L'Algérie, les Etats-Unis et la France : des discours à l'action*, Publisud, 2000, p125.

⁷² Trois ONG subventionnées par l'Etat fédéral sont à pied d'œuvre au Sahara Occidental.

d'ailleurs pourquoi Washington suspendra ses livraisons d'armes offensives au Maroc en 1978. A partir de 1979, plusieurs faits décident les Américains à soutenir plus fermement le Maroc : la chute du Shah d'Iran oblige les USA à montrer des signes forts envers leurs autres alliés en difficulté, le désaccord avec l'Algérie sur l'invasion de l'Afghanistan, la tentative de déstabilisation de la Tunisie par l'affaire de Gafsa en 1980 qui rappelle l'importance des alliés traditionnels (Tunisie, Maroc) de la région, et enfin les revers militaires marocains face au Polisario. Les livraisons d'armes reprennent. L'accession au pouvoir de Reagan en 1981 permettra une intensification de la coopération symbolisée par l'accord militaire de 1982.

A partir de 1988, les données dans la région sont modifiées par le rétablissement des relations diplomatiques entre le Maroc et l'Algérie. Les Etats-Unis reviennent à leur attitude initiale qui consiste à ne pas reconnaître la souveraineté marocaine sur le Sahara Occidental et favoriser un règlement politique négocié entre toutes les parties en tenant compte du principe d'auto-détermination. En septembre 1988, le plan de paix proposé par le Secrétaire Général de l'ONU propose un référendum sur l'avenir du territoire et en 1991, la MINURSO (Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un Referendum au Sahara Occidental) est mise en place. L'efficacité de celle-ci s'avère plus que relative et de nombreux problèmes émaillent son parcours : gaspillage des fonds mis en place pour les opérations de recensement, report successif du référendum, difficultés de recensement. En mars 1997, l'ancien Secrétaire d'Etat J. Baker se retrouve en charge du dossier. Ce faisant, les Etats-Unis, tout en conservant un œil vigilant sur le règlement de cette crise, peuvent totalement s'en dégager. A l'heure actuelle, le problème n'est toujours pas réglé. Les défections se multiplient dans le camp sahraoui, la détermination des populations susceptibles de participer au référendum n'est toujours pas effectuée. La récente tournée de James Baker dans la région début 2003 ne semble pas avoir fait avancer les choses. Il faut dire que « la possibilité de voir émerger un Etat Sahraoui indépendant sans aucun doute pauvre, instable et satellisé »⁷³ n'enthousiasme personne. De plus, dans le cas d'un référendum, il est difficilement concevable d'imaginer forcer le Maroc, s'il était battu, à quitter une région où il a investi plus de 3 milliards de \$.

⁷³ Zatmann (I. William), Leveau (Rémy), Maghreb 1998. *Approches françaises et américaines, différentes et complémentaires*. French-American Foundation-Paris 5 mai 1998.

4.4 La coopération économique

Contrastant avec des relations politiques et militaires nombreuses, les relations économiques entre le Maroc et les Etats-Unis sont et resteront certainement très modestes. Pourtant, Hassan II en 1995 à Washington avait répété à plusieurs reprises : « Ce sont les relations économiques qui traduisent la réalité des relations politiques ». Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation. Tout d'abord l'importance de la langue française dans les activités commerciales au Maroc qui a longtemps conduit à privilégier les produits français, bien que cette tendance devrait logiquement s'atténuer au profit de l'anglais par la mondialisation et la formation croissante d'étudiants marocains dans les grandes universités américaines. Plus problématique est le manque de complémentarité entre les économies américaines et marocaines : le Maroc exporte principalement du phosphate et des produits agricoles dont n'ont pas besoin les Etats-Unis qui sont le plus gros exportateur agricole mondial et le plus gros producteur de phosphate. Même la découverte récente de pétrole off-shore dans l'Atlantique ne devrait pas modifier cet état de fait. Derniers handicaps notables : la structure de l'économie marocaine. Celle-ci s'appuie sur de nombreuses PME totalement inadaptées pour répondre à l'importance et la versatilité du marché américain. Enfin, la bureaucratie marocaine reste un obstacle certain au libre-échange.

La coopération économique entre les deux pays revêt ainsi trois aspects. Tout d'abord la balance commerciale a souvent été largement en faveur des Etats-Unis (l'excédent était de 20 pour 1 en 1975, 15 pour 1 en 1984) mais la tendance est au rééquilibrage puisque l'on descend à 1,4 pour 1 en 2002⁷⁴. Au-delà des discours politiques, l'Algérie est depuis longtemps le partenaire le plus important dans la région pour les Etats-Unis⁷⁵. L'économie marocaine, quant à elle, est principalement tournée vers l'Union Européenne (UE) avec qui un premier accord de coopération a été signé dès 1976. En 1990, l'UE (à l'époque Communauté Economique Européenne) absorbait déjà 65% des exportations marocaines et lui fournissait 54,1% de ses importations, la part des Etats-Unis dans les deux cas avoisinant les 10% ; en 1999, ces chiffres sont passés à 77,2% pour les exportations vers l'UE (contre 5,7% vers les EU) et 68,2% pour les

⁷⁴ Pour le Maroc : importations US : \$ 566 millions exportations vers US : \$ 392 millions.
Source : *US department of commerce*

importations (contre 11% en provenance des EU). En 2001, les Etats-Unis occupent le 8^{ième} rang parmi les fournisseurs du Maroc, intervenant pour 3,7% dans les importations globales et le 6^{ième} rang parmi ses clients, absorbant 4% des exportations globales.

Les relations économiques entre le Maroc et les Etats-Unis sont aujourd'hui régies par plusieurs textes et conventions autour de l'accord-cadre sur le commerce et l'investissement TIFA (Trade Investment Framework Agreement) signé en 1995, et qui fait l'objet d'une évaluation et d'une actualisation constantes, dont la dernière remonte à avril 2002. Un autre cadre qui peut promouvoir les relations économiques entre les deux pays est l'initiative Eizenstat dont il a déjà été question au début de ce document.

Le dernier événement dans la coopération entre les deux pays est l'annonce, le 23 avril 2002, par le président Bush, après des entretiens avec le roi du Maroc, de l'accord entre les deux gouvernements pour l'établissement d'une ZLE (Zone de Libre Echange). Les négociations ont d'ores et déjà débutées en janvier 2003 à Washington et sont en cours à Rabat en mars 2003. Elles devraient être finalisées à l'horizon 2004. La création de cette ZLE offrirait au Maroc la possibilité de conquérir en plus du marché américain, les marchés canadiens et mexicains, grâce au traité conclu dans le cadre de l'ALENA, réunissant ces trois pays. Cet accord de libre-échange devrait porter, entre autres, sur les tarifs douaniers, les réformes agricoles, la libéralisation commerciale, le commerce électronique, le règlement des différends liés aux investissements. Les opportunités d'investissement que peut offrir le Maroc aux opérateurs américains concernent plusieurs secteurs : l'agroalimentaire, le tourisme, la pêche, les nouvelles technologies, l'exploitation gazière et pétrolière et la finance. Cependant, les observateurs marocains se montrent extrêmement dubitatifs quant à la mise en place d'un tel accord dès 2004. Ils craignent, à juste titre, que ce délai ne permette pas à l'économie marocaine d'initier les changements que ne manquera pas d'entraîner la mise en place de cette zone. Il y a fort à parier que le marché marocain ne résiste à un tel séisme, surtout lorsque l'on sait que l'Union européenne a fixé la date de 2010 pour la réalisation d'un projet similaire. La précipitation américaine risque de mener les deux partenaires à une impasse.

Finalement, si les Etats-Unis et le Maroc ont entretenu des liens étroits depuis fort longtemps, on sent tout de même une sorte d'indifférence politique américaine à

⁷⁵ Déjà en 1976, les USA étaient le premier client de l'Algérie et son troisième fournisseur. Les chiffres actuels pour l'Algérie sont : importations US : \$ 984 millions exportations vers US : \$ 2 364 millions.
Source : *US department of commerce*

l'égard du royaume marocain. Les événements passés les ont sûrement rapprochés, le Maroc est probablement un allié sûr mais les Etats-Unis ont toujours eu des liens économiques plus forts avec le voisin et concurrent algérien. De plus, il semble que les milieux américains considèrent que la promotion démocratique dans un pays sans expérience historique de celle-ci et surtout sans tradition culturelle ne soit vouée à l'échec. Le détachement américain dans l'affaire du Sahara Occidental, la montée de l'Islamisme marocain semble cantonner le Maroc dans le camp des alliés fidèles mais sans grande envergure. Tout laisse à penser qu'avec le pragmatisme qui caractérise les Américains, seules des circonstances particulières pourraient renforcer les liens préexistants. L'issue de la deuxième guerre du Golfe et les conséquences sur les masses arabes et musulmanes les pousseront peut-être à se rapprocher du Maroc lorsque la recherche de points d'appui solides en Méditerranée se fera sentir. Néanmoins, ce « dédain » américain n'est pas fondamentalement pénalisant pour le Maroc car les relations maroco-américaines entrent dans le cadre plus général de la volonté du royaume chérifien de s'amarrer au camp occidental. Dans cette optique, le partenaire privilégié du Maroc est et restera certainement sur le continent européen que ce soit sur le plan militaire (la France voire l'UE) ou économique (UE).

5 Etats-Unis et Tunisie : la protection américaine

Les relations entre les Etats-Unis et la Tunisie ressemblent pour beaucoup à celle que les Américains entretiennent avec le Maroc. La jeune république tunisienne afficha d'entrée, sous l'impulsion d'Habib Bourguiba, une volonté marquée d'ancrage à l'Ouest (France et Etats-Unis). Du côté américain, les Etats-Unis sont certes satisfaits de la présence d'un allié supplémentaire dans la zone, mais leurs intérêts économiques y sont faibles et leur politique est plus globale car elle s'étend à l'ensemble de l'espace méditerranéen. Une nouvelle fois, ils s'accommodent très bien du rôle de « *junior partner* » laissant à la France le leadership occidental dans ce pays. Ils assument néanmoins parfaitement la garantie sécuritaire qui leur est demandée et partagent bien souvent avec leur allié tunisien des vues convergentes au niveau internationale. Depuis 1987 et l'arrivée au pouvoir de Ben Ali, le pays donne l'impression de vouloir faire preuve d'indépendance, au moins d'esprit, tout en ménageant son puissant protecteur.

5.1 L'impulsion affective de Bourguiba

Dès son indépendance, la Tunisie noue des contacts excellents avec les Etats-Unis. Ses liens sont surtout à porter au crédit d'Habib Bourguiba qui nourrit à l'égard des Etats-Unis une admiration intense⁷⁶. L'Amérique victorieuse, phare du monde libre, semble seule pouvoir s'opposer à l'expansionnisme communiste. De plus, Bourguiba n'a jamais caché son attachement aux conceptions occidentales⁷⁷. Son action en faveur des femmes, son attachement au laïcisme⁷⁸, rassurent à la fois Washington mais aussi Paris à qui il demeure très lié. C'est vers l'Occident qu'il se tourne donc résolument en sachant qu'il pourra y trouver la sécurité sans que son indépendance nouvellement acquise ne soit remise en cause.

De leur côté, les Etats-Unis sont sensibles à l'attitude du président tunisien qui ménage la France, allié traditionnel de l'Amérique, et qui engage son pays vers la voie du progrès en tournant résolument le dos au communisme et en affichant une volonté de modernisation de l'Islam. Ainsi, dès 1956, les Etats-Unis s'engage aux côtés de la petite Tunisie, se cantonnant toutefois au rôle de « junior partner » et laissant à la France le soin d'assumer son rôle d'ancienne puissance coloniale.

5.2 A l'ombre du bouclier américain

Entre 1957 et 1962, les relations entre la Tunisie et la France s'étant dégradée à cause du conflit algérien, les Etats-Unis entreprennent une action résolue en direction de Tunis qui réclame soutien diplomatique et militaire. De plus, la Tunisie est en mauvais termes avec les pays arabes⁷⁹. La Tunisie obtient la garantie sécuritaire américaine à travers la Doctrine Eisenhower sur le Proche-Orient exprimée en janvier 1957 et dont la

⁷⁶ Dès 1950, Bourguiba devant les étudiants tunisiens du Quartier Latin prononça un discours exaltant le courage politique de l'Amérique qui n'hésite pas à « envoyer ses boys mourir en Corée pour les valeurs de liberté ». GRIMAUD (N.), *La Tunisie à la recherche de sa sécurité*, PUF, 1995, p 31.

⁷⁷ Bourguiba avait déclaré en 1956 : « Le nationalisme africain a sa place dans l'orbite occidentale et malgré un ressentiment prolongé contre les puissances coloniales, l'Afrique sait que son avenir est lié au leur...En ce qui concerne la Tunisie, elle a choisi sans équivoque de suivre le monde libre de l'Occident. Jusqu'à présent, elle n'a pas jugé utile de se joindre à une alliance offensive contre l'agression communiste, mais elle n'hésiterait pas à le faire si elle se sentait menacée. » « Les Etats-Unis et le Maghreb » in *Maghreb-Machrek*, n°8, 2° trim.1965, p 43.

⁷⁸ Le décret du 13 août 1956 institue un code du statut personnel qui supprime la polygamie et favorise l'émancipation de la femme.

Tunisie demande qu'elle lui soit étendue⁸⁰. Elle reçoit une aide immédiate de 3 millions de dollars qu'elle affecte à la modernisation de sa police et de son armée. Après quelques fournitures d'armement divers (notamment en armes individuelles), les Etats-Unis prennent directement à leur charge à partir de 1959 la poursuite de l'équipement de l'armée de terre tunisienne⁸¹. Sur le plan économique, plus de 351 millions de dollars ont été accordés à la Tunisie en 1957 et 1963.

A cet époque, il apparaît clairement que la Tunisie entend se protéger de la France, cette dernière étant plus qu'irritée de la position tunisienne à l'égard des combattants du FLN qui passent régulièrement la frontière pour chercher refuge. D'ailleurs, les Etats-Unis condamne fermement le bombardement par les troupes françaises du village tunisien de Sakiet Sidi Youssef en février 1958. En revanche, ils apporteront un soutien plus timoré à Bourguiba lors de l'affrontement franco-tunisien de Bizerte⁸² en juillet 1961, ne voulant pas prendre partie entre deux alliés dont ils estimaient les torts partagés.

Le rôle protecteur des Etats-Unis ne se démentira pas et sera régulièrement réaffirmé. En 1960, Washington assure la Tunisie de son amitié en la qualifiant de "rempart constant". En mai 1968, lors de la visite officielle de Bourguiba aux USA, le Président Johnson lui-même "rappelle l'intérêt durable des Etats-Unis envers les efforts de la Tunisie afin qu'elle puisse atteindre dans la paix et la sécurité ses objectifs de développement économique et de progrès social"⁸³. Parallèlement Washington poursuit son aide militaire : livraison de canons de 155mm, modernisation des forces de sécurité intérieure.

La réelle garantie sécuritaire prodiguée par les Etats-Unis s'exprima à l'encontre du turbulent voisin libyen, le colonel Khadafi qui accède au pouvoir en septembre 1969.

⁷⁹ La Tunisie qui siège pour la première fois en octobre 1958 à la Ligue Arabe, ne participera effectivement à ses travaux qu'à partir de début 1961.

⁸⁰ Cette doctrine prévoyait une aide militaire et économique, et surtout l'envoi de troupes pour contrer toute éventuelle agression communiste.

⁸¹ « Automitrailleuses, pièces d'artillerie, 12 chars légers, camions, jeeps seront livrés au cours des années 1960-64. Parallèlement une mission militaire s'installe à Tunis. Complémentaire d'une instruction sur matériel donnée sur place, est élaboré un programme triennal d'aide à l'instruction outre-atlantique. Durant la période 1953-1961, l'assistance militaire américaine atteint \$ 9,4 millions dont \$ 2,6 millions de prêts et \$ 6,8 millions de dons. » GRIMAUD (N.), *op. cit.*, p 87.

⁸² La France qui possédait des facilités sur la base aéronavale de Bizerte avait décidé de rallonger la piste de son propre chef. Bourguiba fut pris entre ses sentiments pro-français et son désir de recouvrer la base au nom de la souveraineté nationale. La tension monta et déboucha sur un affrontement ouvert entre les troupes françaises et la jeunesse tunisienne, faisant 670 morts et plus de 1500 blessés.

⁸³ GRIMAUD (N.), *op. cit.*, p 106.

La Tunisie se sent prise en étau entre Alger et Tripoli d'autant plus que le déséquilibre militaire est manifeste. Malgré un désengagement financier américain en 1974 (c'est la France qui prit alors le relais), les Etats-Unis continuent à garantir la sécurité de la Tunisie. A partir de 1980, et de la tentative libyenne de déstabiliser le régime lors de l'affaire de Gafsa⁸⁴, les Etats-Unis sous la bannière offensive de Reagan reprennent leur aide à la Tunisie qui est multipliée par 4 entre 1981 et 1986, passant ainsi de 15,7 millions de dollars à 65,6 millions de dollars⁸⁵. Les Etats-Unis sont le premier fournisseur d'armement à la Tunisie. Une coopération active se poursuit à travers des exercices combinés, annuels depuis 1982, la présence d'experts militaires (une centaine en 1985) et des stagiaires aux USA (environ 280 en 1986, incluant armée et police)⁸⁶. Jusqu'en 1986, l'aide octroyée à la Tunisie sera même supérieure à celle allouée au Maroc, pourtant confronté alors à la rébellion sahraouie. En 1982, Un comité militaire mixte est créé et se réunit annuellement depuis. L'accession au pouvoir de Ben Ali en novembre 1987 ne change rien à la fructueuse coopération de la Tunisie avec le grand frère américain à qui elle demande de participer régulièrement à l'effort de modernisation de son armée, aide qui ne se fait peut-être pas sans compensation puisque l'on pense qu'à cette époque, les Etats-Unis ont installé une base d'écoute dirigée vers la Libye à Ben Rellouf, près du golfe de Gabès. De plus l'armée américaine dispose d'une grande base à Benghilouf à l'Est de Gabès et profite de facilités d'entraînement. En 2002, cette aide financière et technique s'est poursuivie. La Tunisie a reçu 3 500 000 \$ destinés à la modernisation de son outil de défense et 1 013 000 \$ dans le cadre de l'International Military Education & Training.

5.3 Israël et la Tunisie

Tout comme le Maroc, la Tunisie a développé une attitude originale concernant le Moyen-Orient. Une nouvelle fois, c'est le président Bourguiba qui fut à l'origine de cette démarche. S'il se pose en défenseur de la cause palestinienne, il n'en recommande

⁸⁴ En janvier 1980, sous la houlette de Khadafi, une soixantaine d'opposants tunisiens s'infiltrèrent par Gafsa dans le but de lever une révolte populaire. La Libye pensait alors être appelée au secours de la Tunisie en proie au chaos. Contrairement aux espoirs libyens, la population resta calme et l'armée tunisienne rétablit la situation en moins d'une semaine avec une aide logistique franco-marocaine. L'Algérie fut suspectée d'être également impliquée.

⁸⁵ BERRAMDANE (A.), *Le Sahara Occidental, enjeu maghrébin*, Khartala, 1992, p 183.

⁸⁶ GRIMAUD (N.), *op. cit.*, p 188.

pas moins lors de son discours de Jéricho⁸⁷ en mars 1965, de reconnaître l'Etat hébreu et de chercher une solution politique plutôt que militaire au problème palestinien. Ce discours fut très mal reçu dans le monde arabe et de nombreux pays frères rompèrent leurs relations avec la Tunisie. Le président Bourguiba eut également fort à faire avec son opinion qui comprenait mal cette ouverture vers Israël. En fait, le pragmatique président tunisien savait qu'il serait difficile de lutter contre la puissance militaire israélienne et sa garantie américaine. Parallèlement, il accueillait l'OLP à Tunis prouvant ainsi sa volonté de se poser en médiateur dans cette affaire tout en en profitant pour ménager la jeunesse tunisienne, partisane d'une affirmation renouvelée de son arabité. L'installation de la Ligue Arabe à la fin des années 80, puis le retrait en Tunisie des membres de l'OLP⁸⁸ chassés de Beyrouth par les Israéliens en 1982 participèrent également de cette logique.

Cependant, il s'en suivit une période de tensions entre la Tunisie et l'Etat hébreu, tension qui ne pouvait qu'affecter les relations entre Washington et Tunis. Le paroxysme fut atteint avec le bombardement par Israël du QG de l'OLP dans la banlieue de Tunis le 1^o octobre 1985⁸⁹. Rapidement, le président Bourguiba comprend que le soutien à la cause palestinienne ne peut que compromettre ses relations avec les Etats-Unis⁹⁰. Il envisage alors et obtient le départ de l'OLP du pays.

En 1987, le nouveau chef d'Etat reprend la politique de son prédécesseur. Tout en réaffirmant son attachement au monde arabe et à la cause palestinienne au sommet d'Alger en juin 1988, il œuvre pour un rapprochement entre l'OLP et les Etats-Unis. La première reprise de dialogue entre les deux parties eut d'ailleurs lieu à Tunis en décembre 1988. Après les accords d'Oslo de 1993 qui prévoyait une normalisation des relations avec Israël, Tunis retarda néanmoins jusqu'en avril 1996 l'ouverture des bureaux d'intérêts. La reprise de la tension au Proche-Orient, le déclenchement de la deuxième intifada devaient sonner le glas de cette détente. La Tunisie n'a plus de représentant en Israël depuis 1997 et le gouvernement mais surtout l'opinion publique ne cachent pas leur déception et leurs inquiétudes. Cependant, les Etats-Unis ont conservé à l'égard de la

⁸⁷ « Il est facile de se livrer aux surenchères verbales et de se laisser guider par la passion...il est plus difficile d'emprunter les voies qu'indique la raison...S'il s'avère que nous ne pouvons vaincre l'ennemi et le rejeter à la mer, alors il faut adopter une autre démarche. »

⁸⁸ Cet accueil des palestiniens par les Tunisiens fut d'ailleurs réalisé à la demande des Américains et des Français.

⁸⁹ Prétendant agir en autodéfense en réponse à des actes de terrorisme palestinien, l'aviation israélienne largue 6 bombes de 1 tonne sur le QG de l'OLP à Hamman Chott, causant la mort de 73 personnes dont 12 Tunisiens.

⁹⁰ Il apparaît aux yeux de tous que les Américains n'ont pas pu ne pas être au courant des préparatifs de ce raid. D'ailleurs, ils s'abstiendront lors du vote de condamnation de l'action israélienne à l'ONU.

Tunisie une certaine reconnaissance pour avoir su mener une politique plus réaliste et novatrice que son appartenance au monde arabe n'aurait pu le laisser penser.

5.4 Le réveil de «l'arabité»

L'arrivée du président Ben Ali semble avoir modifié quelque peu l'attitude des Tunisiens envers les Etats-Unis. Le pays donne l'impression de vouloir reprendre une certaine indépendance d'esprit sans pour autant vouloir se couper de ses alliés occidentaux. Il s'en suit un véritable numéro d'équilibriste de la part du gouvernement tunisien. Le meilleur exemple en fut donné par l'attitude tunisienne lors de la guerre du Golfe en 1991. Soutenant de façon inconditionnel l'Irak, la Tunisie fut le théâtre d'un certain nombre de manifestation de soutien à Saddam Hussein au cours desquelles la bannière étoilée fut brûlée. Le gouvernement refusa catégoriquement de rejoindre la coalition internationale (à la différence du Maroc) et les quelques voix discordantes du gouvernement furent écartés, notamment le ministre des affaires étrangères Ismail Khelil. Son successeur, Habib Boularès, alla jusqu'à affirmer « la libération du Koweït est une simple couverture pour détruire l'Irak ». La riposte américaine ne tarda pas puisque l'aide financière des Etats-Unis chuta de 76% dans la foulée. La Tunisie en revint donc à une attitude plus modérée, consciente qu'elle était de ne pouvoir mécontenter dans la durée son puissant protecteur.

Néanmoins, Ben Ali s'efforce de temps en temps de traduire en actes l'opinion majoritaire de sa population. Il n'est d'ailleurs pas rare de lire dans la presse tunisienne des brûlots anti-américains. Le président tunisien poursuit donc son dangereux numéro d'équilibriste. La crise irakienne de 2002-2003 en a d'ailleurs fourni une nouvelle preuve par l'engagement sans réserve de la Tunisie contre la guerre mais jamais contre les Etats-Unis ni avec la France.

5.5 Des relations économiques limitées

Malgré une économie réputée saine et performante, les relations économiques entre les deux Etats sont faibles. A cela, il existe deux raisons principales : l'absence de gisements d'hydrocarbures d'importance et la faible taille du marché intérieur tunisien. Consciente des limites de son économie, la Tunisie a adopté en 1986 une réforme économique et financière profonde. Ce programme visait notamment à consolider

l'ancrage de l'économie tunisienne dans un espace économique plus développé et donc de se préparer à une concurrence internationale plus forte.

Les effets les plus sensibles se sont retrouvés dans la structure du PIB tunisien où les matières premières (pétrole, gaz, phosphates) n'y représentent plus que 9%, comme les produits agricoles qui n'atteignent que 15%. L'industrie mécanique, l'audit, l'informatique, le conseil, le tourisme sont quant à eux en pleine progression. Malgré tout la part des Etats-Unis reste très faible. 65% des importations tunisiennes entre 1985 et 1998 proviennent des pays de l'UE contre 5,58 % pour les Etats-Unis. On retrouve cette même proportion s'agissant des exportations, 70% vers l'UE et 1,7% vers les Etats-Unis. Les investissements étrangers suivent la même orientation puisque de 1973 à 1999, l'UE a créé 87% des entreprises résultant d'un financement étranger direct contre seulement 2% aux Etats-Unis. Enfin, en matière de volume, les investissements en provenance de l'UE sur cette même période représentent 67% du montant contre 5% aux Etats-Unis (il s'agit d'ailleurs presque exclusivement du secteur des hydrocarbures⁹¹).

Les statistiques américaines du US Department of Commerce pour 2002 n'indiquent pas un changement majeur puisque par rapport à 2001 les exportations américaines vers la Tunisie sont même en baisse de 29% atteignant péniblement 195 millions de \$ et les importations aux Etats-Unis de produits tunisiens accusent pour leur part une chute de 23% s'élevant à 94 millions de \$⁹².

Finalement, les relations entre les Etats-Unis et la Tunisie peuvent se résumer à la protection que Washington a offerte, en collaboration avec la France, à la petite Tunisie, confrontée à des voisins turbulents. Si l'implication militaire est manifeste, les liens économiques, malgré les efforts de modernisation de l'économie tunisienne, restent à dynamiser. Il n'est pas impossible d'ailleurs que la Tunisie ne se contente pas de cet état de fait. Finalement, conscients de leur vulnérabilité, les gouvernements successifs tunisiens ont réussi à se placer sous la protection américaine sans pour autant, par un numéro d'équilibriste dangereux, se couper du monde arabe et des idées qui le traversent.

Les Américains savent pouvoir compter sur l'amitié du gouvernement tunisien tandis que celui-ci lui sait gré de l'avoir toujours protégé. Que les relations économiques soient surtout le fait de l'Union Européenne importe peu. Cependant, ces bonnes relations

⁹¹ Les compagnies américaines Marathon, Arco et Anadarko pour les hydrocarbures.

entre les deux pays ont toujours eu une connotation assez personnelle du côté tunisien qu'il s'agisse du président Bourguiba qui se targuait de connaître personnellement ses alter ego américains à l'actuel chef de l'Etat, qui a été en partie formé aux Etats-Unis. Reste à savoir si ce le peuple tunisien se satisfera longtemps de cette attitude, écartelée entre le cœur (l'Orient) et la raison (l'Occident).

6 Etats-Unis et Libye : l'ombre de Kadhafi

Les relations entre les Etats-Unis et la Libye se sont articulées depuis presque 40 ans autour de trois pivots majeurs : la lutte contre le communisme, les intérêts pétroliers et enfin et surtout la personnalité fantasque du colonel Khadafi. Ainsi, depuis l'accession au pouvoir de ce dernier en 1969, les relations entre les deux pays ont été influencées par ces trois facteurs. Dans un premier temps, le chef de l'Etat libyen apparaît comme un rempart contre la poussée communiste en Afrique et au Moyen-Orient. Une sorte d'alliance objective se noue, renforcée par l'établissement de liens économiques importants liés à l'exploitation des richesses pétrolières libyennes. Malgré un certain nombre de heurts, la situation ne se dégrade réellement qu'à partir du début des années 1980 et de l'arrivée de Ronald Reagan au pouvoir aux Etats-Unis. Le bombardement de Tripoli en 1986 marque la rupture définitive. Aujourd'hui, deux sentiments contradictoires émergent de l'analyse de la situation : allons-nous vers une normalisation des rapports que soutiennent les milieux économiques américains et que favorise le changement d'attitude libyen notamment face au terrorisme, ou au contraire, la Libye est-elle le prochain « Etat voyou » qui subira les foudres de l'administration Bush ?

6.1 1969-1980 : l'alliance objective et les enjeux pétroliers

Fortement influencé par l'égyptien Nasser, Khadafi se posa, à la mort de celui-ci en 1970, comme son successeur. Promoteur auto-désigné de la nation arabe, il cherche une troisième voie entre les deux puissances de l'époque, se pose en défenseur des minorités de tout ordre et se veut non-aligné. Il réorganise son pays en diluant les responsabilités, en instaurant une rotation permanente des postes attribués aux

⁹² Cf tableau en annexe.

responsables civils et militaires. Ce faisant, il provoque un certain chaos dans son pays mais cela lui permet également de s'assurer que personne ne soit en mesure de construire un pouvoir capable de défier le sien. Jusque dans les années 50, la Libye comptait parmi les pays les plus pauvres du monde et l'un des plus soumis à la domination étrangère. Les rares richesses disponibles étaient largement accaparées par quelque 110 000 « colons » italiens, tandis qu'un roi docile, mis en place par l'Occident, avait autorisé l'installation dans le pays de nombreuses bases militaires étrangères⁹³. Même l'exploitation de vastes gisements de pétrole dans le désert oriental ne fit qu'accélérer la vassalisation de la Libye dont d'immenses portions de territoire furent louées à des compagnies pétrolières occidentales. Nationaliste arabe, le colonel Kadhafi, avec un large soutien populaire exigea la fermeture de ses bases en 1970 et nationalisa les champs pétrolifères⁹⁴. En fait la nationalisation fut menée avec un doigté certain, la Libye ayant besoin de l'assistance technique étrangère. Le deuxième volet de l'action pétrolière concernait la bataille des prix et sur ce point, Khadafi remporta un premier succès en déclenchant une flambée des prix le 1^{er} septembre 1970 ce qui le conforta dans le sentiment que le pétrole pouvait être une arme.

Au début, le gouvernement américain observa ces transformations avec un certain optimisme malgré la perte d'une partie des concessions pétrolières. Sous l'administration Nixon, les Etats-Unis, surtout séduits par le violent discours anti-communiste de Khadafi, ainsi bien sûr que par le brut libyen, estimèrent que les divagations du colonel et ses expériences intérieures inédites ne regardaient que lui. Le souhait américain était qu'il supplantât l'URSS dans son rôle de pourvoyeuse d'armes et d'argent au gouvernement égyptien, enrayant ainsi la pénétration de Moscou au Moyen-Orient voire en Afrique. Selon des rapports rendus publics depuis, l'ambassadeur américain à Tripoli alla même jusqu'à dénoncer, en 1971, un groupe d'officiers qui complotaient au sein de l'armée⁹⁵.

En revanche, ce qui déclencha la colère américaine fut le rôle dirigeant que joua Khadafi lors de l'embargo pétrolier dévastateur décidé par les pays arabes en 1973 et ses

⁹³ Les Américains possédaient 5 implantations dont l'importante base aérienne de Wheelus-Field près de Tripoli.

⁹⁴ En fait, seule la British Petroleum est nationalisée en 1971, les autres compagnies, notamment américaines (Occidental, Standard Oil, Mobil, Exxon, Texaco), gardant une participation à hauteur de 49% dans des sociétés où elles sont associées avec la compagnie nationale libyenne National Oil Corporation.

⁹⁵ « A ses débuts, Khadafi faillit, à quatre reprises au moins, être renversé. Chaque fois, ces tentatives de déstabilisation avaient été déjouées par les services secrets américains ou européens, les uns et les autres

appels à la destruction de l'Etat israélien. Khadafi, rassuré par les 10 milliards de \$ que lui rapportait chaque année l'exploitation des hydrocarbures, optât dès lors pour une attitude franchement provocatrice à l'égard des pays occidentaux. En six mois au cours de l'année 1973, les *Mirage* libyens abattirent un avion de reconnaissance américain au-dessus du golfe de Syrte⁹⁶, un bateau grec explosa sur une mine libyenne, des chasseurs libyens mitraillèrent une corvette italienne, Khadafi fournit 5 tonnes d'armes à l'IRA et occupa la bande d'Aouzou au Tchad. De plus, Tripoli se mit à soutenir activement de nombreux mouvements terroristes ou révolutionnaires. Ses interventions sur le plan internationales se heurtèrent donc de plein fouet avec les positions américaines : rejet d'Israël, soutien aux Ayatollahs lors de l'affaire des otages de l'ambassade américaine de Téhéran en 1979, soutien au front Polisario contre le Maroc, allié des Etats-Unis, tentative de déstabilisation de la Tunisie lors de l'affaire de Gafsa en 1980, achat d'armes à l'URSS dès 1974. La rupture sera consommée avec le saccage de l'ambassade américaine en décembre 1979, qui sera suivi de sa fermeture définitive à compter du mai 1980.

Durant toute cette période, les liens économiques ne seront jamais rompus. Washington, cependant, lança une série de mesures de rétorsion : le 12 septembre 1975, mesures de restriction sur le commerce d'équipements stratégiques et la formation des pilotes libyens ; le 4 février 1975, la Libye est inscrite sur la liste des ennemis potentiels des Etats-Unis ; en mai 1978, interdiction des ventes d'armes, de matériels électroniques et d'équipements agricoles ; enfin en 1979, la Libye est inscrite sur la liste des Etats terroristes.

6.2 1981-1998 : la crise ouverte

En janvier 1981, le président Reagan arrive aux pouvoirs à la Maison Blanche. Dès lors, les relations entre les Etats-Unis et la Libye tournent rapidement à l'affrontement. La douloureuse expérience américaine lors de la prise d'otages de Téhéran a mis en lumière le difficile traitement du terrorisme international dans lequel les

s'offrant parfois un triste spectacle : c'était à qui s'attirerait les faveurs de Khadafi en étant le premier à l'avertir. » SCHULER (H.), « Inamovible Khadafi », in *Politique Internationale*, n°64, 1994, p 317.

⁹⁶ En fait, cette zone fait l'objet d'un litige territorial puisque Khadafi la revendique comme mer intérieure, en vertu d'une lecture du droit international discutable mais non irrecevable, ce que réfutent les Américains.

moyens militaires se révèlent insuffisants. Le concept d'Etat-voyou⁹⁷ fait alors son apparition et reste aujourd'hui à la base de la politique extérieure américaine. La neutralisation de ces Etats qui cherchent à remettre en cause l'ordre international nécessite l'emploi de politiques visant à les isoler et les punir. La Libye constitua bien vite le champ d'expérimentations de cette politique : sanctions économiques, action militaire, soutien aux oppositions et aux pays voisins. De plus, la lutte contre le communisme de l'administration Reagan semble trouver dans l'attitude de Khadafi (qui s'est tourné vers l'URSS notamment pour son armement) une raison de plus de s'opposer à la Libye. Le soutien libyen à de nombreux mouvements terroristes et subversifs au Moyen-Orient, en Amérique Latine, en Asie du Sud-Est et dans les Caraïbes, le condamne définitivement.

L'éventail des actions prévues est alors utilisé contre Tripoli : sanctions diplomatiques (fermeture de la mission libyenne à Washington et expulsion de son personnel en mai 1981), militaires (présence quasi-permanente de la VI^e flotte dans le golfe de Syrte, destruction de deux chasseurs libyens en août 1981, manœuvre régionale avec l'Egypte), économiques (interdiction en décembre 1981 aux citoyens américains de se rendre en Libye, demande aux entreprises américaines d'évacuer leurs nationaux résidant en Libye, cessation en mars 1982 de toute importation de pétrole libyen, embargo sur toute exportation de matériel énergétique et technologique à destination de Tripoli, embargo total sur la Libye en janvier 1986).

La tension atteint son paroxysme lorsque répondant à l'attentat de la discothèque "La Belle Disco" à Berlin (200 blessés, 3 morts dont 2 soldats américains) le 05 avril 1986, les Etats-Unis déclenchent un raid aérien sur Tripoli et Benghazi les 14 et 15 avril, dans lesquels Khadafi est personnellement visé⁹⁸. Le colonel Khadafi en réchappe et ne décolère pas contre l'Amérique comme vont le confirmer les événements dramatiques qui suivront. Le 30 juin, Reagan gèle les avoirs libyens aux Etats-Unis. En décembre 1988, le

⁹⁷ Etat-voyou : défini comme celui qui menace la sécurité collective en général et les intérêts américains en particulier. Les Etats concernés étaient initialement: Libye, Iran, Corée du Nord, Cuba, auxquels il faudra rajouter l'Irak, ponctuellement la Serbie,... Pour plus de précisions sur ce concept, on pourra consulter : O'SULLIVAN (M.), « Les dilemmes de la politique américaine vis-à-vis des "Rogue States" », in *Politique Etrangère*, n°1, 2000, pp 67-80 et Sen. TORRICELLI (R.) et Dr. BERGSTEN (F.), « Sanctions against Rogue States : do they work », Council on Foreign Relations, avril 1998.

⁹⁸ 18 bombardiers F-111 en provenance de la bases US de Lakenheath en Grande-Bretagne et une dizaine de chasseurs venant des porte-avions de la VI^e flotte effectuent le raid. Au sein de la caserne Bab Azzিয়া, le périmètre de la résidence du colonel Khadafi et notamment la tente où il a coutume de recevoir ses hôtes est en partie détruit. Sa fille adoptive aurait été tuée. Quatre au moins des bombes s'étant égarées, l'ambassade de France est détruite, et une majorité de civils est à déplorer parmi les 37 morts et la centaine de blessés. BURGAT (F.) et LARONDE (A.), *La Libye*, PUF, coll. Que sais-je, 1996, p 103.

vol 103 de la Pan-Am explose au dessus de Lockerbie en Ecosse (270 victimes) et en septembre 1989, c'est au tour d'un avion de la compagnie française UTA de se désintégrer au-dessus de Niger (177 victimes). Rapidement, les soupçons se tournent vers la Libye. Après trois ans d'enquête, Tripoli refuse de livrer les deux ressortissants libyens soupçonnés d'avoir participé à l'attentat de la Pan-Am. Le 15 avril 1992 et le 11 novembre 1993, le Conseil de Sécurité prend deux résolutions frappant d'embargo la Libye : embargo aérien , interdiction d'achat de matériel et pétrolier, gel des avoirs à l'étranger⁹⁹.

Ces sanctions viennent s'ajouter à la liste déjà longue de celles prises unilatéralement par les Etats-Unis entre 1978 et 1986. La question demeure posée de leur efficacité. Pendant toute cette période, les relations économiques entre les Etats-Unis et la Libye perdureront¹⁰⁰. Finalement, les sanctions américaines se limitent pratiquement au gel des avoirs libyens déposés dans les banques américaines. Au bout du compte, cet embargo s'avérera bénéfique aux sociétés pétrolières européennes déjà bien implantées et qui ont encore développé leurs activités en remplacement des firmes américaines¹⁰¹. Pour remédier à cet état de fait, les Américains promulgueront la loi d'Amato-Kennedy en août 1996 qui prévoit des sanctions contre toute société étrangère investissant plus de 40 millions de dollars en Libye. Mais cette loi est devenue peu fonctionnelle car elle porte atteinte aux intérêts européens et a été jugée incompatible avec les règles de l'OMC en novembre 1996. Quant aux sanctions de l'ONU, elles n'instaurent aucune restriction sur la vente de pétrole libyen, pilier de l'économie et représentant 95% des exportations du pays. Il faut préciser qu'une telle mesure se serait heurtée de plein fouet à l'opposition des pays européens les plus dépendants des importations de pétrole en provenance de la Libye, à savoir l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne. En 1998, 25 sociétés opéraient encore dans les domaines de l'exploration et de la production, d'autant plus que les exportations s'effectuent par voie maritime qui n'est pas concernée par l'embargo. Les Libyens ont tout de même souffert de cette situation avec une dégradation très nette des services, le gel des salaires publics et une inflation galopante.

⁹⁹ A l'exception notable de ceux générés par la vente de gaz, de pétrole et de produits agricoles.

¹⁰⁰ Un bureau d'études texan se verra attribuer l'ingénierie de "la grande rivière artificielle", représentant l'un des plus gros contrats d'équipement jamais passés en Libye.

¹⁰¹ Ce qui n'empêche pas les firmes américaines de maintenir une présence. En 1996, les services français estimaient à 2000 les ressortissants américains travaillant sur place pour l'industrie, sous couvert de passeports canadiens.

6.3 1999-2003 : La fin de Kadhafi ?

En août 1998, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne entérinent la solution libyenne (émise dès 1992) d'un jugement des présumés coupables de l'attentat de la Pan-Am dans un pays tiers¹⁰². D'une part, la position américano-britannique a été fragilisée par la décision de la Cour Internationale de Justice de se déclarer compétente et de donner un avis favorable à la proposition libyenne et de l'autre, les milieux d'affaires américains s'impatientaient devant le maintien de sanctions dont profitaient leurs concurrents occidentaux¹⁰³. En échange du procès qui eut lieu à La Haye devant une cour écossaise, le Conseil de Sécurité a levé les sanctions qui frappaient le pays depuis 1992. De son côté, Kadhafi, qui entendait réintégrer le concert international des nations, déclara officiellement renoncer au terrorisme en décembre 1999. Quant aux sanctions américaines, tout porte à croire qu'elles auront bientôt vécu. La livraison et le jugement des suspects dans l'attentat de Lockerbie doivent être complétés par le versement de compensations financières aux familles des victimes (10 millions de \$ par victime soit un total de 2,7 milliards de \$). Il semble que les négociations soient en bonne voie et qu'un accord définitif intervienne avant l'été 2003.

Pour autant, les relations entre les Etats-Unis et la Libye vont-elles se normaliser ? Au mois de mai 2002, dans un discours intitulé « Au-delà de l'axe du mal », le sous-secrétaire d'Etat John R. Bolton a inclus la Libye sur la liste des Etats voyous cherchant à se procurer l'arme nucléaire, accusation que les libyens rejettent. De la même façon, la Libye est régulièrement suspectée de poursuivre le développement d'armes chimiques et biologiques (notamment à Rabta et Tarhunah) tout comme de continuer à entretenir des contacts résiduels avec des groupes terroristes. En tout cas, de nombreux doutes persistent et la nouvelle attitude plus conciliante de Kadhafi pourrait fort bien s'expliquer par une nervosité qu'on ne lui connaissait pas. En pleine crise irakienne, le leader libyen commence peut être à réaliser qu'il pourrait être le prochain sur la liste, une fois le cas de Saddam Hussein réglé. Après tout, les Etats-Unis se sont passés du pétrole libyen pendant plus de 20 ans et la Libye possède un lourd passif, fruit des aventures violentes dans lesquelles l'a entraînée le bouillant et énigmatique Kadhafi.

¹⁰² La Libye refuse l'extradition de ses représentants vers les USA et la Libye. Ce jugement a eu lieu à partir d'avril 1999 à La Haye aux Pays-Bas.

¹⁰³ « *Sanctions against Rogue states : do they work ?* ». April 20, 1998, Senator Robert Torricelli and Dr. C. Fred Bergsten, directeur de l'Institute for International Economics (Council on Foreign Relations, Great Debates Series, 19 P .

Conclusion : Etats-Unis et Maghreb à la croisée des chemins

Arrivé au terme de cette étude, le lecteur aura compris l'intérêt, somme toute, limité que les Etats-Unis portent à cette région du monde. Les relations sont certes anciennes, elles ont eu à certaines époques une grande valeur, surtout d'ordre stratégique d'ailleurs, mais elles semblent aujourd'hui plus diffuses. Les Etats-Unis considèrent bien évidemment la stabilité du Maghreb comme étant primordiale dans une région où ils ont déjà fort à faire au Moyen-Orient. Tout en préservant leurs rares intérêts économiques, ils s'accommodent finalement très bien de leur position de « *Junior Partner* », laissant aux Européens le soin de s'investir dans la promotion de la démocratie et dans le développement économique. De leurs côtés, les dirigeants maghrébins considèrent toujours Washington comme l'atout qu'il faut avoir dans son jeu, même si économiquement, c'est vers l'Europe qu'ils se tournent.

Cet état de fait leur est-il si profitable ? Rien n'est moins sûr et « l'immobilisme » américain au Maghreb porte peut être en lui la marque des lendemains qui déchantent. La crise irakienne, qui atteint son paroxysme depuis le début des opérations militaires le 20 mars 2003, semble servir de révélateur à l'image d'un Maghreb écartelé entre son « arabité » et son besoin d'Amérique.

Le Maghreb et la position française sur l'Irak

Cette crise a été marquée par la position française de refus de la guerre en dehors d'une résolution en bonne et due forme des Nations Unies. Durant toute la bataille diplomatique qui a précédé le déclenchement des hostilités, les Etats maghrébins ont réussi un tour de force diplomatique en se déclarant contre la guerre sans pour autant se ranger officiellement aux côtés de la France. Sûrement par conviction personnelle mais aussi poussés par leurs populations, les chefs d'Etat ont ainsi pris position en faveur de la paix, dans une crise où le choc des civilisations n'est jamais loin malgré les efforts déployés par les tenants de la guerre pour en extirper tous les relents confessionnels. La solidarité arabe et musulmane n'est donc pas un vain mot. Pourquoi alors ne pas avoir rejoint et soutenu la France dans son combat diplomatique ? D'ailleurs, cette attitude a été assez péniblement ressentie à Paris. La solution se trouve sûrement dans la volonté maghrébine de ne pas s'aliéner la puissante Amérique.

Des gouvernements en quête d'Amérique

Il est indéniable que les Etats maghrébins ont tous besoin des Etats-Unis. Le Maroc, empêtré dans l'affaire du Sahara Occidental dans lequel il a beaucoup investi, attend un règlement conforme à ses souhaits, espérant trouver en James Baker, un médiateur compréhensif. La Libye a multiplié les gestes de bonne volonté, notamment dans la lutte contre Al Quaida ; la levée de l'embargo américain lui permettrait de se réinsérer pleinement dans la communauté internationale et de voir revenir sur son territoire les groupes pétroliers américains. L'Algérie a vite vu le profit qu'elle pourrait tirer de sa propre lutte contre le terrorisme aux yeux d'une Amérique qui n'est pas près d'oublier le 11 septembre : un soutien politique et pourquoi pas matériel. Enfin, en Tunisie, le président Ben Ali espère que son autoritarisme, de plus en plus contesté à l'intérieur comme à l'extérieur, trouve une justification aux yeux des Américains, sensibles à l'heure actuelle à l'image d'un pays musulman sous contrôle.

Des régimes finissants ?

Finalement, au-delà de ces intérêts immédiats, le principal atout que représentent les Etats-Unis aux yeux des dirigeants maghrébins n'est-il pas l'indifférence politique que Washington manifeste à leur égard ? En s'appuyant sur les régimes en place, l'administration américaine leur permet de trouver une légitimité qu'ils ont de plus en plus de mal à faire reconnaître sur leur propre sol. Les populations maghrébines supportent en effet de moins en moins les dérives et les écarts de leurs gouvernants : droits de l'Homme bafoués, presse muselée, corruption, personnalisation du pouvoir, violences diverses. A des degrés variables mais néanmoins dans l'ensemble des pays de la zone, une fracture se dessine entre les populations et leurs chefs politiques. L'exaltation du nationalisme arabe et de l'identité musulmane à l'occasion de cette seconde guerre du Golfe pourrait bien être à l'origine d'un mouvement qui emportera ces régimes. Il y a fort à parier que les Etats-Unis n'en souffriront pas tant que cette région ne sombre pas dans le chaos. Toujours pragmatiques et efficaces, ils sauront rapidement renouer des liens que de telles perspectives auraient distendus.

7 Annexe

Le commerce extérieur des Etats-Unis avec le Maghreb et certains pays méditerranéens

	Exportations américaines			Importations américaines		
	2000	2001	2002	2000	2001	2002
Algérie	867	1 047	984	2 724	2 694	2 364
Maroc	525	286	566	444	435	392
Libye	18	9	18	0	0	0
Tunisie	289	278	195	119	122	94
Israël	7 750	7 482	7 039	12 975	11 971	12 442
Egypte	3 329	3 778	2 866	888	879	1 352
Arabie Saoudite	6 230	5 971	4 778	14 219	13 334	13 143

(En millions de dollars)

Source : US department of commerce

8 Bibliographie

1- Principales références utilisées:

(classement par thèmes)

Général :

Articles :

- ◆ ALBRIGHT (M.), « The testing of American foreign policy », in *Foreign Affairs*, vol 77, n°6, nov-déc 1998, pp 50-64
- ◆ JEWAD (K.), « Le boycott arabe de la conférence de DOHA », in *Maghreb-Machrek*, n°159, janv-mars 98
- ◆ AL-AHNAF (M.), « L'opposition maghrébine face à la guerre du Golfe », et DJAIB (H.), « Points de vue d'un intellectuel tunisien : l'histoire en marche », in *Maghreb-Machrek*, n°130, janv-mars 91
- ◆ « Les Etats-Unis et le Maghreb » in *Maghreb-Machrek*, n°7, 1° trim.1965 et n°8, 2° trim 1965

Documents :

- ◆ « Initiative Eizenstat », discours à Tunis du 16 juin 1998, dans Document de l'étude dirigée 1999-2000
- ◆ « Le Maghreb entre l'Europe et les Etats-Unis », in *Etudes internationales*, Tunis, n°70, janv 1999, rapport de synthèse
- ◆ « Maghreb 1998. Approches françaises et américaines différentes et complémentaires », avec le concours de ZARTMAN (I.W.) et LEVEAU (R.), French-American Foundation, Paris, 05 mai 1998
- ◆ « Le rôle des compagnies US au Sahara », in *TTU Monde Arabe*, n°118, 15 mai 1998

Algérie :

Ouvrages :

- ◆ GRIMAUD (N.), *La politique extérieure de l'Algérie (1962-1978)*, Karthala, Paris, 1984
- ◆ AIT-CHAALAL (A.), *L'Algérie, les Etats-Unis et la France : des discours à l'action*, Publisud, Paris, 2000

Articles :

- ◆ MEKKI (M.S.), « Vers un partenariat stratégique Alger-Washington ? », in *Le débat stratégique*, n°52, déc 2000, P 6
- ◆ KEFI (R.), « L'Algérie vue de Washington », in *Jeune Afrique*, n°1930, 06 janvier 1998
- ◆ CHASE (R.S.), HILL (E.B.) et KENNEDY (P.), « Pivotal states and US strategy », in *Foreign Affairs*, vol 75, n°1, janv-fév 1996, pp 33-52
- ◆ MORTIMER (R.), « Les Etats-Unis face à la crise algérienne », in *Maghreb-Machrek*, n°149, juillet-sept 1995
- ◆ GRIMAUD (N.), « La diplomatie sous Chadli ou la politique du possible », in *Annuaire de l'Afrique du Nord*, tome XXX, CNRS Editions, Aix-en-Provence, 1991, pp 401-435

Documents :

- ◆ GRIMAUD (N.), « Algérie : Memorandum d'information économique », avril 1993

Lybie:

Ouvrages :

- ◆ GUENERON (H.), *La Libye*, PUF, coll. Que sais-je, Paris, 1976
- ◆ BURGAT (F.) et LARONDE (A.), *La Libye*, PUF, coll. Que sais-je, Paris, 1996

Articles :

- ◆ O'SULLIVAN (M.), « Les dilemmes de la politique américaine vis-à-vis des “Rogue States” », in *Politique Etrangère*, n°1, 2000, pp 67-80
- ◆ NIBL OCK (T.), « Irak, Libye, Soudan : efficacité des sanctions ? », in *Politique Etrangère*, n°1, 2000, pp 95-108
- ◆ VANDEWALLE (D.), *Lybia since Independance*, 1998
- ◆ NAAOUSH (S.), « Effets de l'embargo sur les finances extérieures de la Libye », in *Marchés tropicaux et méditerranéens*, n°2757, 11 sept 1998, pp 1907-1910
- ◆ GHARBI (S.), « le nouveau rêve africain de Khadafi », in *Jeune Afrique*, n°1912, 27 août 1997, pp 11-18
- ◆ WALLER (R.), « Libyan threat perception », in *Jane's Intelligence Review*, vol 7, n°9, sept 1995, pp 407-410
- ◆ SCHULER (H.), « Inamovible Khadafi », in *Politique Internationale*, n°64, 1994, pp 313-338
- ◆ ROGALSKI (M.), « Embargos : stratégie totale ou menace tronquée », in *Le débat stratégique*, n°11, nov 1993, p 1-4
- ◆ ZIMMERMANN (T.), « The American bombing of Libya. A success for coercitive diplomacy ? », in *Survival*, mai-juin 1987, pp 105-214
- ◆ SCHUMACHER (E.), « Les Etats-Unis et la Lybie », in *Foreign Affairs*, n°2, 1986, pp 329-348
- ◆ « Washington entend relever le défi de Tripoli », in *Marchés tropicaux et méditerranéens*, n°2127, 15 août 1986, p 2092

Documents :

- ◆ Sen. TORRICELLI (R.) et Dr. BERGSTEN (F.), « Sanctions against Rogue States : do they work », Council on Foreign Relations, avril 1998, sur internet

Maroc et Sahara Occidental:

Ouvrages :

- ◆ BERRAMDANE (A.), *Le Maroc et l'Occident*, Khartala, Paris, 1987
- ◆ BERRAMDANE (A.), *Le Sahara Occidental, enjeu maghrébin*, Khartala, Paris, 1992
- ◆ MOHSEN-FINAN (K.), *Sahara Occidental, les enjeux d'un conflit régional*, CNRS Editions, Paris, 1997

Articles :

- ◆ Spécial Maroc, in *Marchés tropicaux et méditerranéens*, n°2836, 17 mars 2000, pp 441-449
- ◆ « Les échanges avec les pays de l'Amérique du Nord », in *Revue d'information de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur*, n°261, fév 1999
- ◆ DAMIS (J.), « Les relations des Etats-Unis avec le Maroc », in *Maghreb-Machrek*, n°111, janv-mars 86

Tunisie :

Ouvrages :

- ◆ GRIMAUD (N.), *La Tunisie à la recherche de sa sécurité*, PUF, Paris, 1995

On pourra également se documenter dans les collections complètes des revues diverses : Collections de *TTU*, *L'Annuaire de l'Afrique du Nord*, *Les Cahiers de l'Orient*, *Confluences Méditerranée*, *Maghreb* puis *Maghreb-Machrek*, *Jeune Afrique* puis *Jeune Afrique-L'intelligent*, *Middle East International*, *Middle East Journal*, *Middle East Report*

2- Principaux sites Internet

Sites sur le Maghreb :

www.irmcmaghreb.org (institut de recherche de Tunis sur le Maghreb)

www.marocnet.net.ma

www.ifrance.com/confluences (revue Confluences)

Site du gouvernement US :

www.state.gov

<http://catalog.loc.gov> (library of congress)

Table des matières

INTRODUCTION.....	3
1 ETATS-UNIS – MAGHREB : DES RELATIONS ANCIENNES.....	4
1.1 De l'indépendance américaine à la seconde guerre mondiale.....	4
1.2 La guerre et les contacts avec les nationalistes.....	6
1.3 L'après-guerre et les indépendances.....	7
2 ETATS-UNIS – MAGHREB : DES CLES POUR COMPRENDRE	9
2.1 Politique étrangère américaine : évolution et principes.....	9
Le positionnement par rapport à Israël.....	10
La menace islamiste.....	11
La guerre contre le terrorisme.....	11
La promotion des droits de l'Homme, simple incantation ?.....	12
2.2 Des relations économiques à la recherche d'un ensemble maghrébin intégré.....	14
L'Union Européenne, premier partenaire économique.....	14
L'initiative Eizenstat.....	14
3 ETATS-UNIS ET ALGERIE : DES RELATIONS MOUVEMENTEES A L'OMBRE DES DERRICKS.....	16
3.1 1962-1978 : l'illustration du découplage politique-économie.....	16
3.2 1979-1991 : vers la normalisation.....	18
3.3 1992-1999 : un Etat sous surveillance.....	21
3.4 2000-.... : Vers une alliance ?.....	22
3.5 L'Algérie, un Etat pivot ?.....	23
4 ETATS-UNIS ET MAROC : L'ALLIE TRADITIONNEL.....	25
4.1 Des intérêts géostratégiques et diplomatiques souvent communs.....	25
4.2 Une coopération militaire modeste mais suivie.....	29
4.3 Le problème du Sahara Occidental.....	32
Les origines du conflit.....	32
La position américaine.....	33
4.4 La coopération économique.....	35
5 ETATS-UNIS ET TUNISIE : LA PROTECTION AMERICAINE	37
5.1 L'impulsion affective de Bourguiba.....	38
5.2 A l'ombre du bouclier américain.....	38

5.3	Israël et la Tunisie.....	40
5.4	Le réveil de «l'arabité ».....	42
5.5	Des relations économiques limitées.....	42
6	ETATS-UNIS ET LIBYE : L'OMBRE DE KADHAFI.....	44
6.1	1969-1980 : l'alliance objective et les enjeux pétroliers.....	44
6.2	1981-1998 : la crise ouverte.....	46
6.3	1999-2003 : La fin de Kadhafi ?	49
	CONCLUSION : ETATS-UNIS ET MAGHREB A LA CROISEE DES CHEMINS	50
	Le Maghreb et la position française sur l'Irak.....	50
	Des gouvernements en quête d'Amérique.....	51
	Des régimes finissants ?	51
7	ANNEXE	52
	<i>Le commerce extérieur des Etats-Unis avec le Maghreb et certains pays méditerranéens.....</i>	<i>52</i>
8	BIBLIOGRAPHIE	53